

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

Célébration de la souveraineté et du progrès

SALAH LAKOUES

**COMMÉMORATION
DU 05 JUILLET 1962**

**Les échos de
la libération :
retracer le parcours
de la société
algérienne
de 1962
à nos jours**

OUKACI LOUNIS



L'extrême droite et la question de l'OAS

SID LAKHDAR BOUMÉDIENE

**Le patriotisme
économique**

*Un enjeu, à la fois
économique et social
et par conséquent politique !*

CHERIF ALI



Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

**La désintrication
de la démocratie
et de l'économie
de marché**

DERGUINI AREZKI



**Le président
Biden :
le naufrage**

DJAMEL LABIDI



**Livres :
exils forcés**

BELKACEM AHcene-DJABALLAH

Ghaza Plus de 135.000 martyrs, blessés et disparus après 9 mois de génocide

Mohamed Mehdi

Mercredi, 271^e jour de l'agression de l'entité sioniste contre Ghaza, le nombre de victimes civiles a atteint 37.953 martyrs et 87.266 blessés, a annoncé le ministère de la Santé de l'enclave. La même source a indiqué que l'armée d'occupation a commis 3 massacres, durant les précédentes 24 heures, faisant 28 martyrs et 125 blessés dans différentes régions à Ghaza. En comptant de nombreux martyrs dont les restes sont encore sous les décombres, le nombre de victimes de la guerre génocidaire que mène l'entité sioniste à Ghaza dépasse les 135.000.

Les attaques des forces israéliennes se sont poursuivies, hier, avec des bombardements aériens, terrestres et maritimes à travers l'ensemble de l'enclave assiégée, entraînant davantage de martyrs, de blessés, de déplacements forcés de population et de destruction de structures résidentielles et d'infrastructures civiles.

Quant à l'offensive terrestre des troupes sionistes, elle continue de s'étendre à Rafah, Al Shujaiya et à Khan Younes. De nouveaux ordres d'évacuation ont été émis, dans la nuit de mardi à mercredi, dans certaines parties de Khan Younes.

Ces déplacements de populations à Khan Younes touche environ « un quart de million de personnes », selon une estimation de l'UNRWA, ce qui « aggrave la crise humanitaire et déstabilise davantage les flux d'aide humanitaire », précise l'agence onusienne.

Toutefois, les « ordres d'évacuation » de l'entité sioniste aux populations de différentes régions de Ghaza, n'assurent nullement aux personnes déplacées l'accès à des zones réellement sécurisées.

En effet, de l'avis même du Bureau des Nations Unies pour les affaires humanitaires dans les territoires palestiniens (OCHA), les forces d'occupation « ont ciblé des zones déclarées sûres », forçant ceux qui s'y trouvaient à fuir encore une fois.

DES BOMBARDEMENTS DU NORD AU SUD

Mercredi, les bombardements sionistes sur plusieurs régions de Ghaza ont fait, à la mi-journée, pas moins de 26 martyrs et des dizaines de blessés, dont de nombreux enfants, selon des sources médicales citées par Al Jazeera.

Un bombardement israélien sur le quartier Al-Zarqa, au sud de la ville de Ghaza, survenu après minuit, a fait au moins 5 martyrs, dont 3 enfants, selon un correspondant d'Al Jazeera. A l'est du camp d'Al Maghazi, dans le centre de l'enclave, un bombardement israélien a fait 3 martyrs et des blessés, transférés à l'hôpital des martyrs d'Al-Aqsa à Deir Al-Balah, a ajouté la même source qui a également fait état d'un bombardement d'artillerie sur la partie nord-ouest du camp de Nuseirat.

Un bombardement aérien à Nuseirat visant un appartement résidentiel, dans le centre du camp, a fait au moins 3 martyrs, dont deux femmes et une petite fille.

A l'est de la ville de Ghaza, l'armée

génocidaire de l'entité sioniste a bombardé un groupe de Palestiniens qui tentaient de revenir à leur quartier d'Al-Shujaiya. Le bilan de cette attaque est de 4 martyrs et de 17 blessés, ajoute le journaliste d'Al Jazeera.

Toujours dans la ville de Ghaza, le bombardement d'un appartement près de la mosquée Al-Tabeen, dans la rue Al-Sahaba, a fait plusieurs blessés.

A Rafah, au sud de l'enclave, où se déroule une opération terrestre depuis le 6 mai dernier, deux martyrs sont tombés et plusieurs autres personnes ont été blessées dans un bombardement israélien sur le quartier de Tal al-Sultan, à l'ouest de la ville, et 2 autres ont été blessés dans un raid mené par un drone sioniste.

Dans le même quartier, un correspondant d'Al Jazeera a rapporté que les corps de 7 martyrs ont été retrouvés dans le quartier de Tal al-Sultan, dont 5 corps calcinés, a précisé le journaliste.

COMBATS : PLUSIEURS CHARS CIBLÉS À RAFAH

Les combats se sont poursuivis hier dans plusieurs régions de Ghaza, notamment à Rafah au sud de l'enclave et Al-Shujaiya à l'est de la ville de Ghaza.

Les Brigades Al-Qods, la branche militaire du Mouvement du Jihad islamique, ont annoncé mercredi que leurs combattants ont détruit un char israélien Merkava avec un puissant dispositif explosif à proximité du stade municipal de Rafah, ainsi qu'un bulldozer militaire israélien D9 avec un obus RPG à l'intersection du marché Halal dans la ville.

A Al-Shujaiya, les Brigades Al-Qods ont déclaré avoir bombardé avec des obus de mortier des troupes de soldats de l'occupation stationnés sur la colline d'Al-Mantar, à l'est du quartier.

De leur côté, les Brigades Ezzeddine Al-Qassam, la branche militaire du Mouvement de la Résistance islamique (Hamas), ont déclaré avoir ciblé deux chars Merkava avec deux obus «Al-Yassin 105» dans le camp ouest du quartier de Tal Al-Sultan, à l'ouest de Rafah, et d'avoir visé un campement des forces d'occupation israéliennes pénétrant dans le quartier Al-Shujaiya, à l'est de la ville de Ghaza, par des obus de mortier.

Al-Qassam a également annoncé que ses combattants ont mené une attaque du « quartier général des opérations des forces d'occupation pénétrant dans le quartier de Shujaiya, avec des armes appropriées, faisant parmi eux des morts et des blessés.

Mardi soir, Al Qassam a diffusé, via Al Jazeera, l'attaque d'un char israélien Merkava par deux de ses combattants au moyen de deux charges explosives.

D'autres images diffusées mercredi par Al Jazeera ont montré un véhicule de transport de troupes israélien prenant feu dans le quartier Al-Shujaiya. Hier, l'armée d'occupation israélienne a annoncé, selon Al Jazeera, que 24 soldats sionistes avaient été blessés au cours des précédentes 24 heures, dont 23 lors des combats à Ghaza.

Toujours selon Al Jazeera, l'Auto-

Réunion du gouvernement Startup, e-paiement et contrôle sanitaire au menu

Le gouvernement, réuni mercredi sous la présidence du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a examiné plusieurs exposés relatifs à l'économie de la connaissance et les Start-up, la modernisation des systèmes de paiement électronique, l'accueil des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger au cours de la saison estivale ainsi qu'à l'organisation du service de contrôle sanitaire aux frontières, selon un communiqué des services du Premier ministre.

La réunion du Gouvernement a été consacrée à l'examen de l'avant-projet de loi relative à l'économie de la connaissance et les Start-up, qui vise à fixer les principes de base et les règles relatives à ce secteur, au développement de l'écosystème national de l'innovation et l'amélioration des mécanismes d'accompagnement des Start-up et des entreprises innovantes, ainsi que l'encouragement de la recherche et le développement, et la promotion des cadres de coopération entre les différents intervenants, notamment les centres de recherche, les universités et les entreprises économiques.

Et outre le suivi de la mise en œuvre des projets de développement, le Gouvernement a entendu une communication sur la mise en œuvre de la feuille de route relative à la modernisation et au développement des systèmes de paiement électronique, en exécution des instructions du président de la République données lors de la réunion du Conseil des ministres, relatives à la modernisation des systèmes de paiement électronique, et qui portent sur un certain nombre de mesures pratiques visant à assurer la coordination entre les différents secteurs et les institutions concernées par l'encouragement et l'amélioration de l'utilisation du paiement électronique et la facilitation des opérations financières et commerciales. D'autre part, et dans le cadre du suivi de l'exécution des instructions du président de la République,

le Gouvernement a entendu une communication relative à l'accueil des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger au niveau des différents postes frontaliers au cours de la saison estivale, qui a permis de passer en revue les différentes mesures prises à cet effet au niveau des postes frontaliers terrestres, aériens et maritimes, ce qui s'ajoute aux facilitations déjà décidées par le président de la République au profit des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger lors de l'entrée sur le territoire national. Enfin, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement du Service de contrôle sanitaire aux frontières, qui vise à mettre en place un système efficace de contrôle et d'alerte précoce au niveau des points d'entrée au territoire national, et ce, dans le but de renforcer les mesures de prévention contre la propagation des maladies et des épidémies.

Le Gouvernement a entendu une communication relative à l'accueil des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger au niveau des différents postes frontaliers au cours de la saison estivale, qui a permis de passer en revue les différentes mesures prises à cet effet au niveau des postes frontaliers terrestres, aériens et maritimes, ce qui s'ajoute aux facilitations déjà décidées par le président de la République au profit des membres de la communauté nationale résidant à l'étranger lors de l'entrée sur le territoire national. Enfin, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement du Service de contrôle sanitaire aux frontières, qui vise à mettre en place un système efficace de contrôle et d'alerte précoce au niveau des points d'entrée au territoire national, et ce, dans le but de renforcer les mesures de prévention contre la propagation des maladies et des épidémies.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

En attendant le plan de charge

Quel écho a pu recevoir le récent appel de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) lancé aux porteurs de projets dans le domaine de la sous-traitance automobile pour soumettre leurs intentions d'investissement en remplissant un formulaire disponible en ligne afin de bénéficier des terrains industriels pour la réalisation de projets spécifiques à ce secteur ? Généralement, les investisseurs se plaignent du manque de terrains et de la bureaucratie mais là, les pouvoirs publics leur offrent sur un plateau le foncier industriel et enlèvent toute entrave bureaucratique de leur chemin, dédiant à cette opération un service totalement numérisé. Chose qui devrait les inciter, dans une logique absolue, à se manifester pour concrétiser leurs projets. Reste à savoir combien d'investisseurs ont rempli ce formulaire d'intention d'investissement dans ce domaine de la sous-traitance automobile. Peut-être qu'il est difficile de concevoir des investissements dans la sous-traitance automobile quand l'industrie automobile elle-même en est à ses premiers balbutiements.

Quand on sait que la définition de la sous-traitance automobile « est l'opération par laquelle une entreprise confie à une autre le soin d'exécuter pour elle et selon un certain cahier des charges préétabli, une partie des actes de production ou de services dont elle conserve la responsabilité économique finale », on ne pourrait pas s'étonner que les investisseurs ne se bousculent pas au portillon de l'AAPI. Car, il faudrait qu'il y ait préalablement l'installation de sociétés de construction automobile avant d'aller vers une sous-traitance bénéficiant d'un plan de charge solide.

Ou cet appel de l'AAPI prépare-t-il le terrain à des lendemains qui prévoient un développement de l'industrie automobile en Algérie ? C'est très probable, d'autant que

l'appel de l'AAPI souligne « l'intention » d'investissement, qui est loin de la concrétisation des projets, mais cela reste également loin des prévisions. La filière ne devrait connaître un développement palpable qu'avec le lancement des projets de construction automobile, de plusieurs projets et non pas d'un ou deux projets, pour un accompagnement par des partenariats fructueux avec des constructeurs étrangers.

Certes, les professionnels du secteur de la sous-traitance automobile sont impatients de voir une industrie automobile locale prendre des ailes, exprimant dans ce sillage leur détermination à s'inscrire dans la stratégie nationale en matière d'amélioration du taux d'intégration dans le domaine de la construction automobile, mais tout cet entrain est lié à l'installation des usines automobiles et leur entrée en production avec des capacités élevées afin de donner en sous-traitance une partie ou des parties de la composante du véhicule aux professionnels locaux. Les quelque 300 professionnels en activité dans le domaine de la sous-traitance ne chôment pas, produisant des batteries, pneumatiques et sièges de véhicules, mais il leur faudra en sus obtenir une homologation par les constructeurs automobiles installés en Algérie afin de prétendre aux contrats de sous-traitance. La préparation d'un environnement adéquat pour atteindre des taux d'intégration élevés est indispensable, mais l'installation des constructeurs automobiles étrangers est à la base de cette ambition.

rité israélienne de radiodiffusion, citant les commandants de quatre brigades opérant dans la bande de Ghaza, les soldats sont dans un « état d'épuisement en raison d'un service continu depuis 9 mois ».

L'état d'épuisement gagne aussi les détenus sionistes chez la résistance à Ghaza qui désespèrent de la volonté des responsables politiques et militaires de l'entité de vouloir les libérer par les négociations.

En effet, le porte-parole des Brigades Al-Qods, Abou Hamza, a annoncé hier que plusieurs détenus « ont tenté de se suicider avec détermination », en raison de leur « extrême

frustration face à la négligence de leur gouvernement envers leur cause ».

Abu Hamza a également affirmé que les prisonniers ne bénéficient plus désormais de « certains des privilèges qui leur étaient accordés avant le crime odieux de Nuseirat ».

« Notre décision de traiter les prisonniers ennemis de la même manière que nos prisonniers le sont dans les prisons (sionistes, ndlr), restera en vigueur aussi longtemps que le gouvernement terroriste poursuivra ses mesures injustes envers notre peuple et nos prisonniers », a ajouté Abu Hamza.

Le porte-parole des Brigades Al-Qods fait référence à l'attaque de l'ar-

mée sioniste qui a fait plus de 210 martyrs et 900 blessés à Nuseirat, pour la libération de 4 otages vivants. L'opération, soutenue par les Etats-Unis, a mené à la mort de 3 otages israéliens dont un ayant la double nationalité israélienne et américaine.

Après plus de 9 mois de bombardements, les missiles de la résistance palestinienne sont toujours en mesure d'atteindre des villes de l'entité sioniste. Hier, la Société de radiodiffusion israélienne a déclaré qu'un missile tiré depuis la bande de Ghaza avait directement touché un bâtiment dans la région de Netivot, dans le Néguev occidental, a rapporté Al Jazeera.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information Editée par la SPA ORAN - PRESSE au Capital de 195.923.000,00 DA	Président Directeur Général Directeur de la Publication Mohamed Abdou BENABBOU	Direction - Administration Rédaction centrale 63, Ave de l'ANP - Oran B.P.N°110 - Oran Tél. 041.23.25.22 23.25.23 / 23.25.24 23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15	Fax Pub: 041.23.25.21 Fax et Rédaction: 041.23.25.20 Imp.: Oran: imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran" Constantine: S.I.E.	INTERNET: http://www.lequotidien-oran.com E-mail: infos@lequotidien-oran.com publicite@lequotidien-oran.com admin@lequotidien-oran.com lequotidiendoran@yahoo.fr Rédaction Algéroise Tél.: 021. 64.96.39 - Fax: 021. 61.71.57 Pub Tél.: 021. 64.96.44 Rédaction Constantinoise Tél.: 031.92.12.11 Fax: 031.92.12.22
Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE				
«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax: 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz				

A l'approche de la promulgation des statuts particuliers Le Snpssp satisfait de l'intérêt du Président

M. Aziza

En attendant de connaître le contenu exact des nouveaux statuts particuliers et du régime indemnitaire dans leur « version révisée », le Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) a exprimé son satisfecit quant à la position inédite exprimée par le président de la République en faveur de la revalorisation des professionnels de la Santé. Dans un communiqué rendu public, à l'issue de la tenue d'une session ordinaire de son Conseil national, à Alger, les 28 et 29 juin, le Snpssp a salué le renvoi par deux fois de ces nouveaux textes pour enrichissement, comme un geste fort du président de la République de nature à instaurer la confiance et encourager les professionnels de Santé à relever tous les défis actuels et à venir.

Bien que les membres du Conseil national n'aient pas encore de détails sur le contenu des statuts et du régi-

me indemnitaire, dans sa version révisée, ni sur la date exacte de la promulgation de ces derniers, le président du Snpssp, Iddir Mohamed, a exprimé son optimisme. Il a affirmé que « la promulgation des statuts se fera incessamment, probablement au cours du mois de juillet en cours ». Dans une déclaration faite au 'Le Quotidien d'Oran', le Dr Iddir Mohamed a précisé que son syndicat ne s'est pas encore entretenu avec les cadres du ministère de la Santé. D'ailleurs « on ne sait pas si nos réserves par rapport à certaines points ont été prises en charge ou nos dernières propositions ont été retenues, mais selon nos échos, la promulgation des statuts est très proche ».

Enfin, les praticiens spécialistes de la Santé publique attendent de voir la traduction concrète des orientations du président de la République, à travers le contenu des nouveaux textes à paraître. Et ce, tout en espérant que les réserves et propositions du syndicat soient prises en compte.

Attaf reçoit l'envoyé spécial du Gouvernement chinois pour le Moyen-Orient

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu, mercredi au siège du ministère, l'Envoyé spécial du Gouvernement chinois pour le Moyen-Orient, M. Zhai Jun, indique un communiqué du ministère.

La rencontre a permis de "passer en revue les relations de partenariat et d'amitié privilégiées entre les deux pays" et d'"examiner les perspectives de leur renforcement, notamment dans les domaines économiques, dans le cadre de la concrétisation des résultats importants de la visite d'Etat effectuée par le président de la République, M. Abdelma-

ddid Tebboune, en République populaire de Chine en juillet 2023", précise le communiqué.

M. Attaf a également "abordé avec l'Envoyé spécial chinois les prochaines échéances multilatérales Chine-Afrique et Chine-Monde arabe", selon la même source.

Les deux parties se sont, par ailleurs, "félicitées de l'étroite coordination entre les deux pays dans les fora internationaux, notamment au niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies, au service de la paix et de la sécurité internationales et en faveur des causes justes dans le monde, en tête desquelles la cause palestinienne", conclut le communiqué.

Tassili Airlines Des réductions jusqu'à 62% sur les vols internationaux

A l'occasion de la célébration du 62e anniversaire de l'indépendance, la compagnie aérienne Tassili Airlines a lancé des réductions exceptionnelles allant jusqu'à 62% sur les vols internationaux, a annoncé la compagnie mercredi dans un communiqué, précisant que l'offre sera valable du 5 juillet au 7 septembre 2024.

Tassili Airlines a précisé que cette offre permettait de bénéficier de réductions sur les billets d'avion vers toutes les destinations internationales, avec, à titre d'exemple, un aller simple de l'Algérie vers la France à

partir de 13.600 DA seulement et un aller simple de la France vers l'Algérie à 94 euros. L'offre concerne également les billets en première classe, dont le prix est à partir de 49.000 DA seulement pour un aller simple de l'Algérie vers la France et de 438 euros de la France vers l'Algérie, ajoute le communiqué. A noter que la compagnie Tassili Airlines (filiale du groupe Sonatrach à 100%) est spécialisée dans le transport des professionnels du secteur pétrolier et parapétrolier depuis sa création en 1998 et dans le transport régulier domestique et international depuis mars 2013.

Aïn Defla Deux enfants meurent noyés dans un bassin agricole

Deux (02) enfants âgés d'environ 13 ans ont trouvé la mort par noyade dans la commune de Ben Allal (nord-est d'Aïn Defla), a-t-on appris, mardi, des services de la protection civile. Les éléments de la protection civile sont intervenus en fin de l'après-midi à 18H30 au niveau de la localité "Touahi El Merdja" relevant de la commune de Ben Allal, pour repêcher les corps sans vie de deux enfants âgés d'environ 13 ans, morts noyés dans un bassin agricole, ont indiqué les mêmes services. C'est le deuxième accident tragique de la semaine dans la wilaya puisque les mêmes services ont enregistré,

samedi dernier, la mort par noyade d'un jeune de 17 ans dans un bassin destiné à l'irrigation agricole dans la localité d'Oued Beddi qui relève de la commune d'Arib.

Le 16 mai dernier, un enfant de 14 ans avait trouvé la mort par noyade, au niveau du barrage "Ghrib" dans la commune d'Oued Chorfa, à l'est de la wilaya. Notons également que la direction locale de la protection civile a lancé depuis juin une campagne de sensibilisation aux risques de la baignade dans les barrages à partir du barrage Ghrib d'Oued Chorfa et celui de Sidi M'hamed Ben Tiba à Arib.

Tebboune Les efforts de l'Algérie dans le domaine du logement « enviés par ses ennemis »



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, mercredi à Alger, que le logement était au cœur de l'édification d'une économie forte, soulignant que les efforts de l'Algérie dans ce domaine étaient "enviés par ses ennemis".

En donnant, à la nouvelle ville de Sidi Abdellah (Alger), le coup d'envoi de l'opération de distribution de 251.890 unités de logements à travers le territoire national, le président de la République a précisé qu'"aucun autre pays au monde ne peut rivaliser avec les chiffres de l'Algérie en matière de logement".

Après avoir suivi un exposé sur l'état du secteur de l'Habitat et le bilan national de distribution des

logements au cours de la période allant du 5 juillet 2020 au 5 juillet 2024, présenté par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, le président de la République s'est dit fier que ces logements soient "à 100% algériens".

Les efforts de l'Algérie dans ce domaine sont "enviés par ses ennemis" alors que les nouvelles villes réalisées "n'ont pas été suffisamment médiatisées dans le cadre des efforts de développement", a estimé le président de la République.

Il y a encore dix ans, Sidi Abdellah était une terre aride distribuée à des particuliers, mais "nous avons tout annulé pour y construire une nouvelle ville", a-

til rappelé. A cette occasion, le président de la République a adressé ses félicitations aux Algériennes et aux Algériens bénéficiaires de nouveaux logements, les invitant à "s'enorgueillir des réalisations de leur pays libre pour lequel des millions de Chouhada se sont sacrifiés".

"L'Algérie est un grand pays pour lequel se sont sacrifiés de grands hommes de la trempe du défunt Moudjahid Othmane Belouizdad", dont une des cités de la nouvelle ville de Sidi Abdellah porte le nom, a soutenu le président de la République, assurant que l'Etat poursuivra ses efforts pour répondre aux besoins des citoyens en matière de logement.



El yazid Dib

Peu importe la trajectoire droitière des élections législatives françaises, car tous les chemins électoraux mènent à l'extrémisme.

Quand l'on voit des « communautés » bien enracinées dans la sphère gauloise, s'inquiéter et voir en cette direction un danger à l'équilibre de paix et de vivre ensemble, l'on s'interroge où est le danger ? Une élection n'a jamais fait changer les choses et la France n'est plus cette France, si vantée, si chantée par les droits de l'homme et la terre d'asile.

Car la bonne question à se poser, afin de dissiper ce climat délétère, est d'aller savoir qui sont ces électeurs qui ont ramené le Rassemblement National au plus haut taux ? Sont-ils des français de souche, des produits spermatisques de Vercingétorix, des Celtes, des Pictes, des Ambiens, des Helvètes, des purs de sang et de territoire ou bien ce sont des magmas hybrides d'une recomposition natale et de marmots hétéroclites emmaillottés dans les langes en bleu, blanc, rouge ?

Certains voient en ce jeu électoral, un duel entre le bien et le mal, une compétition entre le gentil et le méchant, alors que la bonté, le bien et la gentillesse et tout leur contraire n'habitent pas les partis de droite ou de gauche mais élisent domicile dans le centre-cœur des gens.

Un raciste français est un raciste quels que soient son idéologie, sa couleur, sa provenance, sa matrice ou ses noms et prénoms. Il n'y a plus de français en François, en Dupont ou en Paul. Il y a le Zemour, le Messiha et le Moussa. Le patronyme qui fut une pièce d'identité n'est plus de mise. La naturalisation a chamboulé l'architecture fondamentale de la carte démographique. Et voilà que le français électeur est « devenu un français d'un peu de tout » (dixit François Mitterrand).

Alors que l'élection se passe en France, l'on voit certains étrangers pris de panique et bien d'autres se languir et se soucier d'un

France, à droite toute !

avenir incertain. Le clan Le Pen a été tout le temps utilisé comme épouvantail afin de permettre à un autre de moindre agressivité mais de même intensité de sortir de sa faillite.

Quelle différence y aurait-il à voir un Jordan ou un autre aller à Matignon ? Si Attal a interdit l'abbaya, l'autre fera la même chose pour un autre truc. Des babouches ou un peu en plus zélé, interdire sur la voie publique le « Salem a3likom » ou « Allahou akbar ».

Qu'on laisse arriver cet « ogre » et on le verra, après coup rejoindre ses pénates par la force terrible d'une crise d'emploi, de chômage, de pouvoir d'achat, de stress social, d'inégalité, de déprime et de suicide, enfin du mal-vivre. Qu'on le laisse venir gérer le désarroi, renforcer la haine et désunir le peu qui reste d'une France qui s'est déchirée pour les gilets jaunes et s'est brisée par une retraite attardée.

La France reste forcément partagée entre les exigences de la laïcité et l'accès à la liberté du culte, entre le principe d'accueil et l'obsession sécuritaire. De surcroît lors d'une cohabitation complexe qui fluidifie le pouvoir entre une droite macroniste et son extrême. La suppression du droit du sol en quoi va-t-elle outre mesure sauvegarder la « pureté » de l'embryonnage français, du fait que ceux déjà français donc électeurs, verront leur progéniture acquérir de facto la nationalité par jus sanguinis ? Alors cela, qui ou que va-t-elle déranger ? Et puis un résident étranger ne verra rien venir de ces joutes qui ne lui soit positif de la part d'un camp ou d'un autre. Son amour a été bel et bien et depuis longtemps desservi.

Il n'a qu'à quitter la table ou continuer à avoir cet air pitoyable. Toutes les phobies en leurs diverses formes, de l'étranger, des religions, des cultures différentes ont gangrené cette douce France d'antan, de jadis et de naguère. Et puisque c'est une affaire hexagonale, tournons le dos et qu'elle se fasse selon les nouveaux vents européens. L'on n'en a cure.

Commémoration du 05 Juillet 1962

Les échos de la libération : retracer le parcours de la société algérienne de 1962 à nos jours

Par Oukaci Lounis *

1er partie

LA SOCIÉTÉ ALGÉRIENNE, ENTRE TRADITION ET MODERNITÉ

Le 5 juillet 1962 marque un tournant historique pour l'Algérie, symbolisant sa libération du joug colonial et l'avènement de son indépendance. Cette date clé offre une occasion propice pour analyser l'évolution de la société algérienne, en scrutant les périodes avant et après cette charnière de l'histoire du pays. La transition de l'Algérie d'une Nation sous domination à un État souverain a induit des transformations profondes, remodelant son visage culturel, politique, économique et social. Nous visons à explorer ces mutations, pour mieux cerner l'identité nationale algérienne, ses enjeux contemporains et ses aspirations futures. En se penchant sur l'évolution de la société algérienne avant et après 1962, sur la nature et l'ampleur des changements survenus. Par cette comparaison, l'objectif est de réfléchir sur l'existence potentielle de deux sociétés distinctes en Algérie, séparées par l'événement de l'indépendance, et de débattre de la question de l'identité nationale : s'agit-il d'une continuité historique ou d'un renouvellement profond ? Cette analyse permettra de dévoiler les complexes dynamiques qui façonnent aujourd'hui l'Algérie, en quête d'un équilibre entre héritage et innovation.

L'évolution de la société algérienne avant et après l'indépendance représente un ensemble complexe de changements culturels, politiques

et sociaux qui ont façonné l'identité de la nation. La période précédant l'indépendance a été caractérisée par une domination coloniale qui a imposé d'importantes contraintes au développement social et économique de l'Algérie. Cette période a été marquée par une stratification rigide de la société, où la population algérienne autochtone était confrontée à une discrimination et à une marginalisation systémique. La lutte pour l'indépendance, alimentée par un désir d'autodétermination et de justice sociale, a conduit à un changement sismique dans la structure sociale. Après avoir arrachée l'indépendance en 1962, l'Algérie s'est engagée sur la voie de la reconstruction et de la réforme, visant à forger un nouvel ordre social à partir des vestiges de la domination coloniale.

Cette période post-indépendance a été marquée par une fervente poussée vers la modernisation et la construction de l'Etat-Nation, avec des efforts axés sur l'éducation, l'industrialisation et l'établissement d'une économie socialiste. Les initiatives du gouvernement visaient à promouvoir l'égalité et à éradiquer les vestiges des disparités coloniales. Cependant, ces transformations ont également introduit de nouveaux défis, notamment l'instabilité politique et les difficultés économiques, qui ont influencé la trajectoire de la société algérienne. Ainsi, l'évolution de la société algérienne entre la période pré et post-indépendance, reflète un parcours de résilience et de transformation, souligné par la quête continue d'une identité nationale cohérente au milieu des héritages du colonialisme et des défis de la modernité.

La période post-indépendance a marqué le début d'un voyage vers l'établissement d'une identité nationale, la reconstruction des infrastruc-

tures du pays et la promotion du développement économique. Un aspect clé de cette transformation a été le passage d'une économie centralisée dominée par les entreprises publiques à une libéralisation et une diversification économiques progressives. Cette transition visait à réduire la dépendance au pétrole et au gaz, qui ont longtemps constitué l'épine dorsale de l'économie algérienne. En outre, des réformes politiques ont été mises en œuvre pour résoudre les problèmes de gouvernance et de démocratie. Bien que le processus ait été marqué par des défis, notamment des périodes de troubles civils et d'instabilité politique, les avancées vers un système multipartite et des amendements constitutionnels ont joué un rôle important dans l'élaboration du discours politique. Sur le plan social, l'Algérie a connu des changements dans le tissu social, avec des améliorations en matière d'éducation et de soins de santé conduisant à une meilleure qualité de vie pour ses citoyens. Cependant, le processus de transformation est en cours, avec la nécessité de réformes supplémentaires et le défi de lutter contre le chômage et les disparités sociales. Les profonds changements intervenus depuis 1962 reflètent la résilience de l'Algérie et sa quête continue de progrès et de développement.

La question de l'identité nationale en Algérie, est au cœur d'un débat complexe entre continuité historique et la quête de changement dans une société dynamique. La richesse culturelle de l'Algérie, façonnée par des siècles d'histoire, de colonisation et de luttes pour l'indépendance, constitue un cadre unique pour l'exploration de son identité nationale. D'une part, la continuité se manifeste à travers le maintien des traditions, des langues, et des pratiques culturelles qui ont résisté au temps et aux influences extérieures. D'autre part, l'émergence de nouvelles générations, armées de perspectives modernes et influencées par la mondialisation, pousse vers un changement et une reconfiguration de l'identité nationale algérienne. Cette tension entre continuité et changement est indicative de la lutte interne pour définir ce qui constitue véritablement l'algérianité dans le contexte contemporain. L'interaction entre les forces de la tradition et les aspirations au renouveau soulève des questions pertinentes sur la manière dont l'Algérie peut harmoniser son passé avec les aspirations futures, sans pour autant perdre son essence unique.

L'indépendance de l'Algérie le 5 juillet 1962 a été un tournant décisif, marquant le début d'un processus de transformation et d'évolution qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. La société algérienne, riche de son passé révolutionnaire et de son expérience post-indépendance, est traversée par des tensions entre tradition et modernité, entre héritage révolutionnaire et aspirations contemporaines. Comprendre cette dualité et ces transitions sont essentielles pour appréhender l'identité algérienne dans toute sa complexité, ainsi que pour envisager les voies du futur avec perspicacité et espoir. Il est donc possible d'identifier des différences significatives entre la société algérienne pendant la révolution et celle de l'époque post-indépendance, notamment en termes de valeurs, de structures sociales, de rapports de pouvoir et de dynamiques politiques. Ces différences peuvent refléter l'évolution et les transformations profondes qu'a connues le pays au fil des décennies. Il est important de considérer la société algérienne comme un continuum, où ces deux périodes, notamment en ce qui concerne l'attachement à l'identité nationale, la lutte contre les injustices et les inégalités, ainsi que la défense des valeurs de liberté et de dignité. En fin de compte, la société algérienne est le produit d'une histoire complexe et mouvementée, marquée par des ruptures et des continuités.

I- La société algérienne d'avant l'indépendance :

- **Colonisation française** : L'Algérie était alors sous domination coloniale française, marquée par l'exploitation des ressources et des populations locales.

La colonisation française de l'Algérie a débuté

en 1830 avec la conquête de ce territoire d'Afrique du Nord. Au fil des décennies, la présence française s'est renforcée, notamment à travers la mise en place d'une administration coloniale, l'implantation de colons européens et la confiscation de terres au détriment des populations autochtones.

L'Algérie est devenue une colonie de peuplement où les Français étaient favorisés par rapport aux populations locales. Les terres agricoles ont été exploitées pour le bénéfice des colons, tandis que les Algériens autochtones étaient souvent relégués à des emplois subalternes et mal rémunérés. Sur le plan social, la colonisation a instauré un système de ségrégation raciale, avec des quartiers réservés aux Européens et d'autres aux populations autochtones. Les Algériens étaient soumis à des discriminations, notamment en termes d'accès à l'éducation, à la santé et à l'emploi.

La résistance à la colonisation s'est intensifiée au fil des ans, menée par des figures telles que l'Emir Abdelkader et les mouvements nationalistes. Cette lutte pour l'indépendance a culminé avec le déclenchement de la guerre d'indépendance en 1954, aboutissant à l'accession à l'indépendance de l'Algérie le 05 juillet 1962.

La période de colonisation française a profondément marqué l'histoire et la société algérienne, laissant des séquelles et des traumatismes dont les effets se font encore ressentir aujourd'hui. La commémoration de l'indépendance est ainsi l'occasion de se souvenir du passé, de rendre hommage à nos chouchadas et nos moudjahidines pour la liberté et de réfléchir aux défis de la reconstruction nationale.

- **Ségrégation et discrimination** : Les populations autochtones étaient soumises à des discriminations et à une politique de ségrégation, tant sur le plan social que politique.

Pendant la période de colonisation française en Algérie, les populations autochtones étaient en effet soumises à de sévères discriminations et à une politique de ségrégation à la fois sur le plan social et politique.

1. Ségrégation sociale : Les populations autochtones étaient reléguées à des quartiers spécifiques, appelés les « indigènes », qui étaient souvent des zones surpeuplées et dépourvues d'infrastructures de base. Ces quartiers étaient souvent séparés des quartiers européens, réservés aux colons français, par des barrières physiques ou symboliques.

2. Discrimination économique : Les Algériens autochtones étaient souvent cantonnés à des emplois précaires et mal rémunérés, notamment dans le secteur agricole ou domestique. Les opportunités économiques et d'ascension sociale étaient limitées pour les populations autochtones par rapport aux colons européens, qui bénéficiaient d'un accès privilégié aux ressources et aux emplois mieux rémunérés.

3. Ségrégation politique : Les Algériens étaient exclus de la sphère politique et administrative par les autorités françaises. Ils avaient peu de possibilités de participer à la gouvernance et de faire valoir leurs droits politiques. Les structures politiques et administratives étaient dominées par les intérêts des colons européens, renforçant ainsi les inégalités et les injustices subies par les populations autochtones.

Cette politique de ségrégation et de discrimination a profondément marqué la société algérienne pendant la période coloniale, créant des injustices structurelles et nourrissant un fort sentiment de résistance parmi les populations autochtones. La lutte pour l'indépendance s'est notamment nourrie de cette opposition aux injustices coloniales et a été un moteur essentiel de l'aspiration à l'égalité et à la justice pour tous les Algériens.

- **Combat pour l'indépendance** : Une résistance s'organise, avec des figures emblématiques telles que l'Emir Abdelkader et les Moudjahidines (ates) du FLN, pour lutter contre l'occupation coloniale et réclamer l'indépendance.

A Suivre

*Pr. Université de Constantine 2

Publicité

SPA NAFTAL – BRANCHE CARBURANTS

NAFTAL SPA

Société nationale de Commercialisation et de Distribution de produits pétroliers

Au capital de 160.000.000.000.00 DA

Branche Carburants

Adresse : Aéroport HOUARI BOUMEDIENE BP 70 Dar el Beïda – Alger

Tél : (213) 21.50.95.50/51/ fax : (213)21.50.95.90- (213)21.50.96.53

Avis d'appel à manifestation d'intérêt pour la location d'attelages complets destiné aux transports des produits carburants Liquides

La Société nationale de Commercialisation et de Distribution de produits pétroliers – NAFTAL SPA au capital de 160.000.000.000 DA Branche Carburants, Direction Transports lance un avis d'appel à manifestation d'intérêt à l'adresse des opérateurs spécialisés dans l'activité de transports des produits carburants liquides à l'effet de les intégrer à la flotte des prestataires en contrat avec NAFTAL au niveau des dépôts carburants suivants :

- Dépôt carburants El Eulma, relevant du District Carburants Constantine ;
- Dépôts carburant Taher et M'sila relevant du District Carburants Bejaïa ;
- Dépôts carburants Bechar, Adrar et Tamanrasset pour la constitution des convois du grand Sud vers les régions de BORDJ BADJI MOKHTAR et TAMANRASSET relevant du district Carburants Béchar.

Les opérateurs doivent disposer de moyens de transports selon les conditions suivantes :

- Lesattelages complets doivent être libres de tout engagement contractuel ;
- Lesattelages proposés doivent respecter les conditions suivantes :
 - Le Tracteur routier : 4x2 ou 6x4, ne doit pas dépasser les 15 ans d'âge, exceptionnellement au besoin les tracteurs dont l'âge est compris entre 15 et 20 ans pourront être retenus.
 - Les semi-remorques citerne : capacité minimale de 27 m³ ne doivent pas dépasser les 30 ans d'âge.

A ce titre les opérateurs intéressés par le présent avis sont invités à manifester leur intérêt selon leur choix, en s'adressant au point unique de contacts suivants :

- DISTRICT CBR BECHAR

Adresse : sis Plateau Mer Niger – BP 140 Bechar.

Fax : 049 26.21.99/021.50.96.51

Email : CBR-SEC.Bechar@NAFTAL.dz/ CBR-SEC.TRS@NAFTAL.dz

- DISTRICT CBR CONSTANTINE

Adresse : sis à 7^{ème}, Km route de Guelma, BP 67 A – Khroub 25100 Constantine

Fax : 031.95.80.51/021.50.96.51

Email : CBR-SEC.Constantine@NAFTAL.dz/ CBR-SEC.TRS@NAFTAL.dz

- DISTRICT CBR BEJAIA

Adresse : sis à BIR ESSLEM, B.P 124 – BIR ESSLEM-BEJAIA

Fax : 034.11.46.30/ 021.50.96.51

Email : CBR-SEC.Bejaia@NAFTAL.dz/ CBR-SEC.TRS@NAFTAL.dz

Une Commission AD-HOC traitera les dossiers des candidatures et arrêtera la liste des transporteurs ayant rempli les critères exigibles par NAFTAL Spa en la matière.

Les candidats dont le dossier de candidature n'a pas été retenu, seront tenus informés.

NB : La sous-traitance est autorisée pour tout transporteur ayant le statut d'un commissionnaire de transport.

Fête de l'Indépendance de l'Algérie

Célébration de la souveraineté et du progrès

Par Salah Lakoues

1. Célébrations dans les rues :

Les villes et villages à travers le pays étaient animés par des scènes de joie et d'allégresse. Les rues étaient remplies de foules chantant, dansant et brandissant des drapeaux algériens. Les feux d'artifice illuminaient le ciel dans de nombreuses régions, symbolisant la victoire et la liberté retrouvée.

2. Discours et déclarations :

Les leaders du Front de Libération Nationale (FLN), qui avaient conduit la lutte pour l'indépendance, prononçaient des discours inspirants. Ils exprimaient leur gratitude envers le peuple algérien pour leur courage et leur détermination, tout en rendant hommage à ceux qui avaient sacrifié leur vie pour la Cause.

3. Symboles de liberté :

Le drapeau algérien, vert et blanc avec un croissant et une étoile rouges, était omniprésent. Il était affiché fièrement sur les bâtiments, les maisons, et les véhicules. Les chants patriotiques et les slogans pour la liberté résonnaient partout.

4. Réactions internationales :

La nouvelle de l'indépendance de l'Algérie était largement couverte par les médias internationaux, et de nombreux pays envoyaient des messages de félicitations. L'indépendance algérienne était vue comme une victoire non seulement pour l'Algérie, mais aussi pour les mouvements de décolonisation à travers le monde.

5. Fêtes et rituels traditionnels :

Dans les communautés locales, des célébrations traditionnelles avaient lieu. Des repas festifs, des danses folkloriques et des cérémonies religieuses marquaient ce moment historique, renforçant le sentiment d'unité nationale.

6. Renouveau national :

L'indépendance n'était pas seulement célébrée comme une victoire politique, mais aussi comme un renouveau culturel et social. Il y avait un sentiment de fierté nationale et un désir de reconstruire le pays sur des bases nouvelles et indépendantes.

7. Mémoire et hommage :

De nombreux Algériens rendaient hommage aux martyrs de la guerre de libération. Des monuments et des mémoriaux étaient érigés pour honorer ceux qui avaient perdu la vie dans la lutte pour l'indépendance.

Ces festivités et célébrations reflétaient, non seulement, la joie de la liberté retrouvée, mais aussi l'aspiration à un avenir meilleur, construit sur les sacrifices et le courage de tout un peuple.

La guerre d'Algérie (1954-1962) reste une période marquante et controversée dans l'histoire contemporaine de la France et de l'Algérie. La victoire du Front de Libération Nationale (FLN) a conduit à l'indépendance de l'Algérie, mais les séquelles de ce conflit sont encore perceptibles aujourd'hui, en particulier dans le discours politique et médiatique français. Voici une analyse des raisons pour lesquelles cette guerre n'est pas pleinement acceptée en France et comment elle influence encore la classe politique française.

1- MÉMOIRE ET HISTOIRE

Mémoire Traumatique : La guerre d'Algérie a laissé des cicatrices profondes dans la société française. Pour la France, ce conflit a été une guerre coloniale, marquée par des violences extrêmes, des tortures, et des crimes de guerre. Pour beaucoup de Français, notamment ceux ayant vécu cette période, la guerre représente une période de division et de honte nationale.

Refus de reconnaissance

La France a longtemps hésité à reconnaître officiellement la guerre d'Algérie comme une véritable guerre, préférant utiliser des termes tels que « événements d'Algérie » jusqu'à ce que le terme « guerre » soit officiellement adopté en 1999. Ce refus de reconnaissance a contribué à un sentiment de déni et de non-acceptation des réalités de ce conflit.

2. Utilisation politique de la Mémoire

Rente Mémorielle : La classe politique française utilise souvent la mémoire de la guerre d'Algérie comme un outil dans le débat politique. Cette « rente mémorielle » est utilisée pour mobiliser des électeurs spécifiques, notamment les Pieds-noirs, les harkis, leurs descendants et des racistes, qui représentent des groupes de pression influents.

Instrumentalisation électorale

Lors des campagnes électorales, la mémoire de la guerre d'Algérie est souvent ravivée pour des gains politiques. Les candidats peuvent utiliser cette mémoire pour évoquer des thèmes de patriotisme, de souveraineté nationale, ou pour critiquer leurs adversaires. Par exemple, des politiciens peuvent jouer sur le ressentiment des Pieds-noirs, des harkis et des racistes pour obtenir des voix, tout en évitant de confronter les aspects les plus sombres du conflit.

3. Persistance du racisme et de l'islamophobie

L'Algérie a accédé à l'indépendance le 5 juillet 1962, marquant la fin de plus de 130 ans de colonisation française et une guerre de libération de 8 ans.

L'ambiance à ce moment historique était chargée d'émotion et de fierté.

Racisme hérité du colonialisme :

Le refus de pleinement accepter la défaite en Algérie est souvent lié à un racisme hérité du colonialisme. La déshumanisation des Algériens pendant la période coloniale continue d'affecter les perceptions contemporaines, alimentant des attitudes racistes et islamophobes en France. Cette dimension raciale du conflit et de ses séquelles est rarement abordée, de manière ouverte, dans le discours public.

Immigration et Stigmatisation

La présence de communautés d'origine algérienne en France est également liée à cette histoire coloniale. Les tensions autour de l'immigration, de l'identité nationale, et de l'Islam en France sont souvent imprégnées des souvenirs de la guerre d'Algérie. La stigmatisation des Français d'origine algérienne peut être vue comme une extension des attitudes colonialistes et une continuation des hostilités du passé.

4. Impact Culturel et Médiatique

Films et Littérature : La guerre d'Algérie est un sujet fréquent dans les films, la littérature, et les documentaires, mais ces représentations sont souvent controversées. Des œuvres comme « La Bataille d'Alger » ou « Hors-la-loi » suscitent des débats passionnés et révèlent les tensions persistantes autour de cette mémoire.

Débat Public

Les médias français jouent un rôle clé dans la manière dont la guerre d'Algérie est perçue et discutée. Des émissions de télévision, des articles de presse et des débats publics abordent régulièrement la question, souvent en lien avec les discussions sur l'identité nationale, la justice historique, et la réconciliation.

Il faut souligner un point crucial concernant la façon dont certains médias et historiens français abordent la mémoire de la colonisation française en Algérie. Voici une analyse approfondie de ces aspects :

1. DÉNI DES CRIMES COLONIAUX

Narrative Malhonnête

Certains médias et historiens en France continuent, en effet, à minimiser ou à nier les crimes coloniaux commis en Algérie. Cette attitude reflète souvent une réticence à confronter le passé colonial et ses implications, ainsi qu'une volonté de maintenir une image favorable de la colonisation française.

Comparaisons Trompeuses

Il est fréquent que des comparaisons soient faites entre la période coloniale et les défis rencontrés par l'Algérie post-indépendance. Cependant, ces comparaisons omettent souvent de reconnaître le lourd héritage de la guerre d'Algérie sur la société et l'économie algériennes, influencé par la destruction massive, la répression, et les traumatismes infligés pendant la période coloniale.

2. Conséquences de la Guerre d'Algérie

Impact humanitaire

La guerre d'Algérie a eu des conséquences humanitaires dévastatrices pour la population algérienne. Les pratiques telles que la torture, les disparitions forcées, les exécutions sommaires, les centres de regroupement, les camps de concentration, les mines antipersonnel et les conditions inhumaines dans les prisons ont laissé des cicatrices profondes.

Essais nucléaires et autres atrocités

En plus des violences directes, la France a effectué des essais nucléaires dans le Sahara algérien, exposant les populations locales à des risques environnementaux et sanitaires graves. Ces actions ont eu un impact, à long terme, sur la santé et l'environnement dans la région.

3. Héritage post-indépendance

Défis structurels et institutionnels

À l'indépendance, l'Algérie a hérité d'un pays ravagé par la guerre et d'une infrastructure sous-développée. La transition vers l'indépendance a été complexe, exacerbée par la nécessité de reconstruire un État fonctionnel tout en faisant face aux défis économiques et sociaux.

Persistances postcoloniales

Les vestiges du colonialisme français, telles que la domination économique, les relations de pouvoir asymétriques, et les attitudes paternalistes, ont continué d'influencer les relations franco-algériennes et la perception de l'Algérie dans les médias français.

L'analyse des médias et des historiens français révèle une résistance persistante à reconnaître pleinement les crimes coloniaux commis en Algérie, ainsi que leurs conséquences à long terme. Cette attitude contribue à perpétuer un récit biaisé qui minimise les souffrances infligées pendant la période coloniale et qui peut influencer négativement la compréhension publique de l'histoire franco-algérienne. Une révision honnête et critique de cette

histoire est essentielle pour une réconciliation authentique et pour construire des relations basées sur la vérité et la justice historique.

Il faut souligner des points essentiels sur la perception et la réception de l'Algérie indépendante par l'état profond français et les médias influencés par les perspectives néocoloniales. Voici une analyse approfondie de ces éléments :

1. RÉUSSITES DE L'ALGÉRIE

INDÉPENDANTE

Progrès sociaux et économiques

Depuis son indépendance en 1962, l'Algérie a réalisé plusieurs avancées significatives dans divers secteurs :

Éducation et santé : L'Algérie a investi massivement dans l'Éducation et les soins de santé, améliorant l'accès à l'Éducation primaire, secondaire et supérieure ainsi qu'aux services de santé pour sa population.

Infrastructures : Des efforts importants ont été faits pour développer les infrastructures, y compris les routes, les réseaux d'eau potable, et l'électrification des zones rurales.

Reboisement et environnement : Des programmes de reboisement ont été mis en place pour lutter contre la désertification et préserver les ressources naturelles.

Logement social : La construction de logements sociaux a permis d'améliorer les conditions de vie des citoyens, bien que des défis persistent.

Nationalisation des Ressources : L'Algérie a nationalisé ses ressources naturelles, notamment les hydrocarbures, visant à maximiser les bénéfices pour le développement national.

2. Réception par l'État profond français

et les médias

Hostilité et réserve

Malgré ces réussites, l'État profond français et certains médias continuent souvent à minimiser ou à ignorer les progrès réalisés par l'Algérie indépendante. Cela s'explique par plusieurs facteurs :

Intérêts néocoloniaux : Certains secteurs de l'establishment français ont des intérêts économiques et géopolitiques en Algérie, ce qui peut influencer leur attitude critique envers les politiques nationales algériennes.

Mémoire coloniale : La mémoire de la guerre d'Algérie et de la période coloniale continue de colorer les perceptions françaises, souvent en limitant la reconnaissance des avancées post-indépendance.

3. Ahmed Ben Bella et le Changement

politique

Choc pour les médias et les forces néocoloniales

L'élection d'Ahmed Ben Bella comme premier président de l'Algérie en 1963 a représenté un défi significatif pour les forces néocoloniales et pour certains médias français :

Symbole de souveraineté et d'indépendance : Ben Bella, en tant que figure emblématique de la lutte pour l'indépendance, incarnait la volonté de l'Algérie de se libérer du colonialisme et de prendre en mains son destin.

Réactions négatives : Son élection a suscité des réactions hostiles et de la méfiance parmi les cercles conservateurs en France, reflétant les craintes de perturbation des intérêts économiques et politiques établis.

Il faut mettre en lumière un aspect crucial de l'histoire post-indépendance de l'Algérie : la transformation de l'Armée de Libération Nationale (ALN) en Armée Nationale Populaire (ANP) et son rôle crucial dans la stabilité du pays. Voici une analyse approfondie de ces éléments :

1. TRANSFORMATION DE L'ALN EN ANP

Contexte historique

L'Armée de Libération Nationale (ALN) était la force armée principale pendant la guerre d'indépendance contre la France. Après l'indépendance en 1962, elle a été réorganisée et est devenue l'Armée Nationale Populaire (ANP), chargée de la défense nationale et de la sécurité intérieure de l'Algérie.

Rôle dans la stabilité post-indépendance

L'ANP a joué un rôle crucial dans la consolidation de la souveraineté algérienne et dans la stabilisation du pays après la guerre d'indépendance. Elle a contribué à éviter une guerre civile potentielle, notamment en contrecarrant les tentatives de déstabilisation menées par l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) et d'autres groupes partisans de l'Algérie française et en mettant en échec l'agression du Maroc en 1963.

2. Critiques contre l'ANP

Origines des critiques

Malgré son rôle stabilisateur, l'ANP a fait face à des critiques internes et externes pour plusieurs raisons :

Politique et gouvernance : Certains critiques en Algérie et à l'étranger ont remis en question son rôle dans la politique intérieure et son influence sur la gouvernance nationale.

3. Puissance régionale de l'ANP

Évolution militaire

Au fil des décennies, l'ANP est devenue l'une des armées les plus puissantes de la région, non seulement en termes de capacités militaires mais aussi en tant qu'acteur stratégique régional.

Sécurité et stabilité régionales : L'ANP a joué un rôle clé dans la sécurité et la stabilité de l'Algérie, ainsi que dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans la région du Sahel et au-delà.

Diplomatie militaire : Ses relations avec d'autres armées nationales et organisations régionales renforcent son influence et sa capacité à jouer un rôle de médiation et de stabilisation dans les conflits régionaux.

Les défis économiques et politiques actuels de l'Algérie, tels qu'exprimés par le Président Abdelmadjid Tebboune, sont d'une importance cruciale pour l'avenir du pays. Voici une analyse de ces défis et des objectifs à atteindre :

1. DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Réduction de la dépendance aux Hydrocarbures

L'économie algérienne est fortement dépendante des hydrocarbures, qui représentent une part importante des revenus de l'État et des exportations. Le Président Tebboune a mis en avant la nécessité de diversifier l'économie pour réduire cette dépendance :

Développement de secteurs non-pétroliers : L'accent est mis sur le développement de secteurs comme l'Agriculture, le Tourisme, les Énergies renouvelables et l'Industrie manufacturière pour créer de nouvelles sources de revenus et d'emplois.

Innovation et technologie : Investir dans l'innovation, la recherche et le développement technologique est essentiel pour moderniser l'économie et encourager l'entrepreneuriat.

Réformes Structurelles

Pour réussir cette diversification, des réformes structurelles sont nécessaires :

Amélioration du climat des affaires : Faciliter la création et la croissance des entreprises en réduisant la bureaucratie, en augmentant la transparence et en renforçant la protection des investisseurs.

Infrastructures modernes : Développer des infrastructures modernes et efficaces pour soutenir le Commerce et l'Industrie, y compris les réseaux de Transport et de Communication.

2. Doctrine de Non-alignement

Non-Alignement revisité

L'Algérie a une longue tradition de non-alignement, héritée de sa lutte pour l'indépendance et de sa position géopolitique. Le Président Tebboune vise à renforcer cette doctrine en l'adaptant aux réalités contemporaines :

Indépendance diplomatique : Maintenir une politique étrangère indépendante, basée sur la souveraineté nationale et le refus de l'ingérence étrangère, tout en cherchant à jouer un rôle de médiateur dans les conflits régionaux et internationaux.

Coopération internationale : Promouvoir la coopération Sud-Sud et renforcer les relations avec les pays africains, asiatiques et latino-américains pour diversifier les partenariats économiques et politiques.

3. Émergence d'un Etat démocratique et social

Déclaration du Premier Novembre 1954

La Déclaration du Premier Novembre 1954, qui a marqué le début de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, prônait l'établissement d'un État démocratique et social. Pour réaliser cette vision, plusieurs étapes sont nécessaires :

Réformes politiques : Renforcer les institutions démocratiques, assurer la transparence électorale, et promouvoir la participation citoyenne. Cela inclut la lutte contre la corruption et l'amélioration de la gouvernance.

Justice sociale : Mettre en place des politiques visant à réduire les inégalités et à garantir l'accès aux services de base pour tous les citoyens, y compris l'Éducation, la Santé et le logement.

État de droit : Garantir le respect des Droits de l'homme, de la liberté d'expression et de la presse, et assurer une justice indépendante et équitable.

CONCLUSION

Les défis actuels de l'Algérie sous la direction du Président Tebboune sont vastes et complexes, mais ils sont essentiels pour l'avenir du pays. La diversification économique, le renforcement de la doctrine de non-alignement et l'émergence d'un État démocratique et social sont des objectifs ambitieux mais réalisables, ancrés dans les aspirations historiques et les besoins contemporains de l'Algérie. Le succès de ces initiatives dépendra de la volonté politique, de l'engagement citoyen, et de la capacité à mettre en œuvre des réformes profondes et durables.

L'extrême droite et la question de l'OAS

Par Sid Lakhdar Boumédiène

L'article présent n'a pas pour objectif d'être un traité d'histoire de l'OAS, l'auteur pour rait en prendre leçon auprès de la majorité des lecteurs même si à son âge de 7 ans la mémoire du vécu est à peu près valide et que les faits lui ont été rappelés en histoire des idées politiques.

Pourquoi placer tous les partisans de « l'Algérie française » dans une filiation avec l'extrême droite, un mouvement doctrinaire très ancien ? Après tout, on pourrait considérer que l'OAS est tout simplement une branche extrême, sanglante et hautement condamnable du refus de l'indépendance algérienne qu'exprimait la majorité des Pieds noirs sans qu'ils aient basculé dans la violence armée.

Pour y répondre, impossible d'appréhender ce qu'est l'extrême droite sans évoquer ses racines historiques et l'évolution de ses idées. Autrement on ne pourrait pas comprendre son lien étroit avec les partisans de l'OAS.

LA GENÈSE

Tout commence lors de la révolution française de 1789. L'Assemblée s'était divisée en deux positions radicalement opposées. Fallait-il préserver la royauté ou la destituer ?

Ce n'est que plus tard que la sémantique rattacherait l'événement à deux termes en opposition, les conservateurs (en référence avec l'ordre, anciennement monarchique) et les progressistes (par les idées révolutionnaires de la république et de la liberté).

Parfois il y a des terminologies mystérieuses dont l'origine est pourtant stupéfiante de hasard et de simplicité. Les partisans du roi étaient assis à droite et les révolutionnaires hostiles à la royauté, à gauche. Voilà l'origine de la qualification politique de droite et de gauche. Pour la suite de l'histoire, par la radicalisation des premiers leur sera attribué le qualificatif « d'extrême droite » ou « d'ultras ».

Les partisans du roi affirmaient qu'il détenait le « pouvoir spirituel » depuis le sacre de Clovis. Le monarque est donc de droit divin. La noblesse serait détentrice du « pouvoir séculaire » (dans le siècle, en quelque sorte dans la réalité terrestre).

Nous voilà plongés dans les premières racines de l'extrême droite. La France est catholique, non républicaine, antiparlementaire et opposée à la démocratie (puisque l'origine du mal est une assemblée qui se voulait être une représentation de la souveraineté populaire). Quant à la déclaration des droits de l'homme, elle délie le peuple de sa soumission au roi et à la noblesse, donc à Dieu, ce qui représente pour eux un sacrilège.

Bien que l'histoire qui a suivi ait vu de nombreuses ramifications et strates se rajouter avec leur cortège de différents mouvements, en passant par celui de l'OAS, tout démarre à cet instant de rupture. Les bases idéologiques naissent de ce tronc originel, on les retrouvera toujours même si les événements sont de circonstances diverses.

LE DÉVELOPPEMENT DU TERREAU IDÉOLOGIQUE

C'est tout d'abord le nationalisme dont la définition diffère du patriotisme. Alors que ce dernier est l'amour de son pays, ce qui est un fait largement partagé, le nationalisme renvoie à l'idée d'une exaltation de la nation.

Par ses racines chrétiennes et par son vaste empire, la France détiendrait une su-

Lorsque Jean-Marie Le Pen fonda le Front National en 1972, l'un des commentaires les plus repris sur sa composition fut, en termes à peu près équivalents, « Un ramassis d'anciens vichystes, de nombreuses organisations fascistes et paramilitaires ainsi que de l'OAS (Organisation Armée Secrète) ». À l'heure d'une montée fulgurante des partis d'extrême droite en Europe et la menace d'une prise de pouvoir en France, il est utile de rappeler ce qu'est l'extrême droite et son histoire sombre, particulièrement avec l'OAS.



priorité « raciale » et des valeurs universelles qu'elle doit assumer dans un rôle de « civilisation » des peuples des territoires coloniaux.

Par cette affirmation de l'extrême droite, elle est raciste et, surtout à l'origine, antisémite. La détestation des juifs trouve sa cause très lointaine dans la trahison de Jésus par le peuple hébreu. Ils sont les pestiférés du monde, avides et pervers. Quant à la détestation des musulmans, elle apparaît dès le moyen âge avec ce qui était considéré être une menace contre les lieux saints chrétiens et qui avait provoqué les croisades. Puis à l'heure actuelle par le fantasme du « grand remplacement » que nous explique Eric Zemmour qui descend de Jeanne d'Arc dans l'arbre généalogique familial.

Pour cette raison l'extrême droite est toujours « suprémaciste » en affirmant la supériorité de la race pure, celle des blancs chrétiens.

Ainsi, l'extrême droite lutte avec constance contre toute cause qui entraîne la défaite de la puissance, militaire, coloniale et civilisationnelle. Raison pour laquelle elle réapparaît fortement lors des défaites militaires comme celle de 1870 contre les Prussiens, d'autres suivront.

Puis, en corolaire, elle refuse le déclin culturel et économique, son discours est toujours fondé par une France qui serait assiégée par des ennemis de toute part. L'extrême droite sera anti dreyfusarde pour la menace juive, boulangiste et poujadiste pour le populisme et anti musulmane pour la menace contre les racines chrétiennes, nous l'avons déjà dit, et ainsi de suite.

Pour tout cela, il faut deux conditions. Tout d'abord un solide ordre moral (catholique), policier et militaire, des pouvoirs hérités de la souveraineté du roi nommés régaliens (encore cette racine monarchique).

Puis le culte de l'homme fort en leader, celui qui protège et permet de redonner à la France son prestige, l'obsession de l'extrême droite. Soit la résurgence de l'image de la puissance du roi (encore !) et par conséquent la détestation du parlementarisme et de la démo-

cratie, cause du désordre, comme le furent le comportement et les idées de l'assemblée des révolutionnaires.

Pour conclure ce rapide exposé, précisons que tous les partis et gouvernements de l'extrême droite dans le monde ont les mêmes bases idéologiques.

ARRIVALA GUERRE D'ALGÉRIE

La perte du territoire colonial de la France ne pouvait être meilleur réceptacle pour attiser l'extrême droite dont nous venons de rappeler le socle idéologique. Tout y est, les conditions troubles et la revendication nationaliste, l'affirmation de la supériorité des racines françaises, la mission civilisatrice, la défense du territoire hérité d'un passé colonial puissant et noble ainsi que le racisme en défense des valeurs chrétiennes.

Il faut rappeler que la France venait de connaître en 1954 une grande humiliation après sa défaite à Dien Bien Phu au Vietnam qui, justement, avait revendiqué son indépendance. C'est en concordance de temps avec le début de la même revendication armée pour l'indépendance de l'Algérie. On comprend que dans cette atmosphère, les militaires et leurs officiers ainsi qu'une partie de la population française d'Algérie tombe progressivement dans les réactions historiques de l'extrême droite.

L'OAS est bien l'une des filles de l'extrême droite française, il n'y a aucun doute à ce sujet. Les anciens de l'OAS comme leurs partisans ne se privèrent d'ailleurs jamais par la suite de le revendiquer.

Lorsque le général de Gaulle annonce en 1960 un référendum pour l'indépendance de l'Algérie, le moment était venu pour les ultras de l'Algérie française de passer au combat armé. La création de l'OAS fut le 11 février 1961 par des activistes d'extrême droite exilés à Madrid, dont les plus connus sont Pierre Lagailarde, Jean-Jacques Susini et les généraux Salan et Jouhaud qui les rejoindront.

Il n'en fallut pas plus pour que quatre généraux, dans la nuit du 21 au 22 avril 1961, fomentent un putsch militaire pour maintenir l'Algérie française. Après l'échec de celui-ci, les généraux Challe et Zeller

se rendirent, mais Salan et Jouhaud passèrent à la clandestinité et prirent la tête de l'OAS. Ainsi, dès 1961, l'OAS regroupe environ un millier d'hommes, déterminés à agir.

Pourquoi la création de l'OAS en Espagne ? Tout simplement parce que le régime fasciste de Franco était au pouvoir, soit un ancien allié des Nazis et de Mussolini. Une telle création ne pouvait en effet s'organiser et en faire sa publicité sur le territoire algérien. Franco leur avait ouvert ses bras pour des raisons évidentes de ses relations très conflictuelles avec les démocraties européennes, dont la France. S'il fallait une preuve supplémentaire que l'OAS se positionnait clairement dans la lignée doctrinaire et historique de l'extrême droite, elle est inscrite dès sa naissance.

Le projet consistait en une politique de terre brûlée par le massacre, la peur et la torture envers une population tétanisée. Dès la signature des accords d'Evian du 18 mars 1962 et l'indépendance du 5 juillet suivant, le terrorisme et les violents attentats de l'OAS ont redoublé pour perpétrer l'innommable.

« L'OAS frappe où elle veut, quand elle veut » fut son slogan en organisant la terreur des « nuits bleues » avec des centaines d'explosions. Voilà ce qu'est l'ancrage historique du parti de Marine Le Pen. Un parti qui revendique sa coupure avec le passé et qui en porte, encore aujourd'hui, les relents par ses idées détestables et par sa légitimation à peine voilée de la cause de l'OAS pour « sauver la patrie et sa civilisation européenne chrétienne ».

NOSTALGIE DES LARMES ET NOSTALGIE DE COMBAT

De nombreux écrits posent la question d'une justification de cette action meurtrière désespérée alors que la cause était définitivement perdue. L'une des réponses est certainement la plus crédible et qui constitue encore une preuve de l'ancrage de l'OAS dans l'histoire de l'extrême droite.

L'objectif aurait été celui de frapper les esprits en terrorisant la population française (en plus des Algériens) qui est condamnée à l'exil pour beaucoup et les inciter à rejoindre les idées fascistes de l'extrême droite pour alimenter sa puissance. Il faut dire que le crédit de l'idéologie d'extrême droite, fasciste, avait pris un gros coup car dix-sept ans seulement s'étaient écoulés après sa mise à terre pour sa collaboration avec le régime de Vichy.

Dès l'arrivée en France a fleuri un nombre pléthorique d'organisations et associations pour la mémoire dont celles qui eurent pour objectif une affirmation identitaire et la poursuite du combat.

« J'ai perdu mon pays » dira Enrico Macias et « La France aux français » dira Jean-Marie Le Pen en rétorsion à l'exil des anciens français d'Algérie et à l'arrivée de l'immigration. Si la majorité des anciens Pieds noirs se sont donc réfugiés dans la culture nostalgique, souvent appréciée car teintée du soleil et de l'accent d'Algérie, d'autres n'avaient absolument pas l'intention de solder les comptes de la défaite de l'OAS. Le Front National réussira plus de dix ans après à agréger ces nostalgiques militants de la force et faire de ce parti le plus fidèle héritier de l'OAS. Il est au service du grand projet nationaliste fasciste que partagent tous les partis européens de l'extrême droite.

Marine Le Pen et Jordan Bardella ne peuvent dissimuler l'origine sulfureuse de leur parti d'extrême droite (dont elle refuse d'ailleurs la qualification). L'effort de dédramatisation ne trompe personne et la cravate des députés et cadres du RN ne peut cacher la couleur noire et l'odeur nauséabonde de l'OAS.

La désintrication de la démocratie et de l'économie de marché

La théorie internationale avait coutume d'associer économie de marché et démocratie, la pratique a dissocié le développement de l'économie de marché de la démocratie. La Chine en est le meilleur exemple. Mais c'est maintenant les sociétés où économie de marché et démocratie étaient associées que la globalisation de l'économie et la polarisation du marché du travail menacent de les dissocier.

Par Derguini Arezki

LE TRILEMME DE RODRIK

La démocratie est à tort confondue avec l'économie de marché, cela est patent avec la globalisation. Comme l'explique Dani Rodrik dans son livre, *The Globalization Paradox* : « le trilemme politique fondamental de l'économie mondiale [est que] nous ne pouvons poursuivre simultanément la démocratie, la souveraineté nationale et la mondialisation économique. Si nous voulons pousser la mondialisation plus loin, nous devons abandonner l'État-nation ou la politique démocratique. Si nous voulons maintenir et approfondir la démocratie, nous devons choisir entre l'État-nation et l'intégration économique internationale. Si nous voulons garder l'État-nation et l'autodétermination, nous devons choisir entre approfondir la démocratie et approfondir la mondialisation. [...] Bien que cela soit possible de faire progresser à la fois la démocratie et la mondialisation, le trilemme suggère la nécessité de créer une communauté politique mondiale beaucoup plus ambitieuse que tout ce qui existe ou susceptible d'arriver bientôt^[1]. »

LA TENSION ENTRE CAPITALISME ET DÉMOCRATIE

La démocratie a d'abord été celle des propriétaires qui se sont considérés comme des égaux. En étaient exclus les non-propriétaires. Avec le capitalisme, on va assister avec le développement de la vie matérielle, la généralisation de la propriété privée exclusive et du salariat, à la formation de diverses hiérarchies sociales (F. Braudel), hiérarchies de divers capitaux (P. Bourdieu), où la hiérarchie de l'argent tiendra la place centrale. Avec le capitalisme financier, ce sont les entreprises globales et les propriétaires de titres et d'actions qui décident pratiquement de l'avenir du monde. Tout dépend ensuite du rapport entre la finance, les acteurs globaux et l'État. « Il y a des conditions sociales à la poussée et à la réussite du capitalisme, affirme Fernand Braudel. Celui-ci exige une certaine tranquillité de l'ordre social, ainsi qu'une certaine neutralité, ou faiblesse, ou complaisance, de l'État. Et, en Occident même, il y a des degrés à cette complaisance : c'est pour des raisons largement sociales et incrustées dans son passé que la France a toujours été un pays moins favorable au capitalisme que, disons, l'Angleterre. »^[2]

La démocratie est, au fond, de nature censitaire, elle s'accommode du suffrage universel et des rapports de pouvoir entre propriétaires et non-propriétaires dans la mesure où le capital reste encastré dans le travail. Pouvoir politique de la majorité non propriétaire et pouvoir de fait de la minorité propriétaire de capitaux avec l'industrialisation massive. Avec l'intrication de la démocratie et du capitalisme, le capital dépend encore davantage du travail que du monde (les propriétaires dépendent encore des non-propriétaires) ; il négocie avec le premier et impose au second. Avec la globalisation, le pouvoir économique déterritorialisé échappe au pouvoir politique territorialisé, dès lors que l'unité du capital et du travail n'est plus nationale, dès lors que l'accumulation du capital, le travail accumulé s'émancipe du travail vivant local, dès lors que la production mondialisée se sépare de la consommation localisée. Bref, avec les chaînes de valeur mondiales, le capital dépend davantage du monde que du travail national. Il lui doit son énergie et ses matières premières, ensuite il doit faire face à sa compétition. Il faut se rendre compte que les matières premières et l'énergie sont plus importantes désormais pour l'Occident que ne l'est le travail humain occidental dans la production mondialisée de valeur. C'est le capital qui est le moteur de la production globalisée et non le travail. Ce sont les matières premières et l'énergie que ne lui fournit pas la production nationale qui constituent et animent le capital. Le travail comme savoir s'est détaché de l'humain pour être réservé à une minorité de travailleurs (polarisation du marché du travail, différenciation du travail en travail indifférencié et en capital humain). En d'autres termes le travail accumulé (savoir objectif) a pris une place considérable dans le travail (savoirs et énergies), en lieu et place du travail vivant indifférencié. Nous avons appris à distinguer dans le travail, savoir et énergie. De relativement unis au départ dans le corps humain, ils se sont progressivement différenciés et séparés. Aujourd'hui, la majorité du travail humain qui a été réduite à de l'énergie, quand le travail n'est

pas resté dans un état indifférencié, a été remplacée par l'énergie fossile, alors que le savoir non objectif (capital humain et culturel) et le savoir objectif (capital physique) devenaient l'attribut de deux minorités^[3]. Deux sociétés se détachent, l'une hautement qualifiée attachée au monde, l'autre au travail indifférencié, attachée à son chez soi.

Ce qui compte désormais pour une société c'est moins sa dépendance ou indépendance au monde que sa cohésion sociale, autrement dit, l'unité (contradictoire et complémentaire) du capital et du travail, l'unité (contradictoire et complémentaire) du travail qualifié et non qualifié. Dans une société robuste et performante, tout est à la fois capital et travail, l'un devenant l'autre, l'un se substituant et complétant l'autre.

Le capitalisme n'a plus besoin de la démocratie pour séparer travail et capital, comme il en avait le besoin lors des premières révolutions industrielles. Et le développement de la démocratie n'a pas besoin du capitalisme et de son moyen, l'économie de marché. Elle a besoin de propriétaires de capitaux qui ne se désolidarisent pas des non-propriétaires. Dans une logique constante de séparation du travail et du capital, le capitalisme tend à séparer les propriétaires de capitaux du reste de la société, il pousse les capitalistes (que leur capital soit de nature culturelle, physique ou financière) à faire sécession de leur société. Les démocraties occidentales sont nées dans le contexte des premières révolutions industrielles, quand le capital tirait ses revenus de l'exploitation du travail de masse et du colonialisme. Le capitalisme occidental a désormais plus besoin de matières premières et d'énergie que du travail de masse, a plus besoin de séparer le capital du travail pour préserver son hégémonie mondiale. Cette voie le conduit à faire la guerre au monde pour éviter ses guerres internes.

Dans le cours actuel du monde, on observe en Occident deux mouvements contradictoires : une révolte du capital contre le travail dans sa remise en cause des réglementations nationales^[4].

« La thèse de Streeck, qui est en grande partie inspirée des travaux de Karl Polanyi (1985), est qu'il existe une tension fondamentale entre démocratie et capitalisme. Lorsque le capitalisme était encastré dans les institutions démocratiques et que ses forces s'en trouvaient limitées, la crise n'apparaissait pas. À partir du moment où le capital parvient à se défaire des régulations étatiques et qu'il retrouve sa pleine liberté d'action, cette tension fondamentale resurgit dans toute sa force originelle. Le problème est que la domination par le capital engendre une dégradation de la situation sociale des classes moyennes et populaires, et cette dernière est insupportable d'un point de vue démocratique. Ainsi, les gouvernements furent contraints de trouver des palliatifs pour compenser les effets sociaux désastreux du capitalisme émancipé. Pour ce faire, ils dépensèrent de l'argent, ils « achetèrent du temps », explique Streeck. Dans les années 1970, cet achat de temps passa par des plans de relance qui entraînèrent l'inflation. Puis, il fallut lutter contre l'inflation. Dans les années 1980 et 1990, c'est la hausse de l'endettement public qui permit de repousser la crise démocratique. Puis, il fallut lutter contre la dette publique. À la fin des années 1990, c'est la croissance de l'endettement privé qui acheta du temps. Mais elle conduisit à la bulle immobilière américaine et à la crise des subprimes. Enfin, depuis 2009, l'achat de temps s'incarne dans les politiques de rachat d'actifs par les banques centrales, ces dernières parvenant à nouveau à repousser l'échéance. L'inflation, l'endettement public, l'endettement privé et enfin les politiques d'assouplissement quantitatif furent les moyens que le capitalisme démocratique trouva pour repousser la contradiction fondamentale de ses deux termes. »^[5]

À la révolte du capital succède celle du travail contre le capital qui tend à promouvoir une politique protectionniste. Le travail veut réencastrer le capital en son sein, le capital veut se désencastrer du travail local pour partir à la conquête du monde. Pour éviter la dislocation sociale, le tout est de faire tenir les deux mouvements dans un seul, il faut remettre le capital dans le travail pour fabriquer de la cohésion sociale, donc à contre-courant de la polarisation du marché du travail, et remettre le travail dans le capital pour partir à la conquête de la production mondiale, donc à contre-courant du vieillissement de la population.

LÉGITIMITÉ ÉLECTORALE ET LÉGITIMITÉ D'EXERCICE

On a souvent réduit la démocratie à la démocratie électorale, à des degrés divers, selon que l'on

se trouve en Afrique ou ailleurs. Pourtant, les crises politiques dans les sociétés riches prouvent qu'une telle réduction est fallacieuse. Si un taux de participation est de 50 % et un élu ne triomphe que par 60 % des voix, il ne représente que 30 % de la population des électeurs. L'abstention et la défiance politique sont les signes manifestes d'une telle crise, les élections ne suffisent pas à fabriquer des représentants dans lesquels s'identifieraient les électeurs. Les élus ne représentent plus que par défaut, les citoyens ne s'identifient plus aux élus, leur légitimité déficiente est contestable. Nous avons appris à distinguer légitimité électorale et légitimité d'exercice, la première est à priori, la seconde à postériori^[6]. La démocratie avec ses mandats électoraux de courte durée combine les deux légitimités. Une réélection (une nouvelle légitimité électorale) suppose une légitimité d'exercice acquise par le mandat précédent. La légitimité d'exercice confirme ou infirme la légitimité électorale. On ne peut donc réduire la légitimité à la légitimité électorale et la démocratie à une démocratie électorale, comme on ne peut séparer légitimité électorale et légitimité d'exercice. La légitimité d'exercice sera toujours nécessaire à la légitimité électorale et c'est la légitimité d'exercice qui juge de la légitimité électorale.

Ce qui compte, c'est le rapport qu'expérimente la société entre gouvernants et gouvernés. Une société postcoloniale qui aspire à remettre en cause l'ordre mondial ne peut pas être transparente au monde : elle ne peut afficher ses plans, faire comme si société et monde pouvaient être mis sur le même plan, comme si elle pouvait donner ses comptes au monde. Pour elle, ce sera sa légitimité d'exercice qui jugera de la pertinence de sa légitimité électorale. Car les sociétés ne s'accordent pas toutes sur le type d'élection auquel elles peuvent accorder une légitimité. L'électeur doit pouvoir s'identifier à l'élu et l'identification n'est pas d'abord une affaire de programme, mais de confiance. Des experts peuvent fabriquer des programmes, mais les électeurs ne votent pas pour des programmes, mais pour des personnes ou des partis dont ils jugent les engagements. On ne peut demander à un électeur de se mettre au niveau d'un expert. La confiance qu'il accorde à l'expert dérive largement de la confiance qu'il accorde à l'élu qui aura réussi à se mettre à la fois à la hauteur de l'expert et au niveau de l'électeur. L'électeur doit faire confiance ici à des détenteurs de capitaux politiques et culturels lui qui en est dépourvu. L'autorité des experts dépend d'une boucle, des résultats du savoir qu'ils avaient accumulé et qu'ont investi les élus, de ce qui revient à la société de leur savoir. Elle n'est pas indépendante de celle des politiques. Dans une société, quand le savoir accumulé n'est plus capable d'enrichir l'expérience sociale, l'autorité des politiques et des experts est en crise. La défiance prend la place de la confiance, le programme des experts auxquels on ne croit plus n'a plus d'importance. La confiance se porte sur les hommes, la proximité qu'ils ont auprès de la population. Peu importe le savoir, importe les résultats^[7]. Les experts avaient tort de parler à la place des citoyens, ils ne le peuvent plus après s'être détachés, les citoyens ne peuvent plus faire confiance qu'à eux-mêmes, même après avoir été séparés du savoir^[8]. Ils s'en remettent alors à l'épreuve du pouvoir.

ÉPREUVE DU POUVOIR

Par épreuve du pouvoir, il faut voir deux choses. Premièrement, une épreuve du réel dont on n'a pas clairement défini l'approche. À la suite du divorce du savoir et de la société, les résul-

tats de l'épreuve ne sont pas prévisibles, le savoir qui aura été investi par l'action gouvernementale n'ayant pas été clairement défini. Par contre, on peut faire confiance au désir des gouvernants de durer, de vouloir gouverner davantage ; ils voudront réussir à l'épreuve, s'ils ne veulent pas être des usurpateurs en abusant de la confiance qui leur a été faite.

Le rétablissement de l'unité du savoir et de l'expérience sociale étant probable ou invraisemblable, une société ne pouvant ou pouvant durablement se laisser tromper contre ses intérêts, deux hypothèses se présentent alors. Dans un premier cas, l'ancien savoir peut se réformer ou étant obsolète être remplacé. Le savoir reprend progressivement sa place dans la société, il se réaccorde avec les croyances de la société. Savoir et croyances se corrigent mutuellement dans l'épreuve du réel.

Dans un second cas, la société refusant d'apprendre du réel et les tenants du pouvoir refusant de reconnaître les résultats de l'épreuve du pouvoir, chacun s'obstinant dans ses croyances, les tenants du pouvoir sont alors poussés à le conserver par la force. Dans ce dernier cas, la guerre de la société contre elle-même et contre le monde fait partie de son horizon. Le prix payé par l'expérience de la guerre étant le moyen de rétablir l'unité de la société et de son savoir, de ses croyances et de son savoir. Rappelons que la société prolétarienne, séparée du savoir et de son expérience, aspire selon ses fausses croyances, que l'épreuve du réel se charge d'infirmer. Rappelons que les vraies croyances sont de notre point de vue, celles qui sont vérifiées par l'expérience.

POUVOIR DE CLASSE, SAVOIR ÉLITISTE ET SAGESSE POPULAIRE

La globalisation capitaliste de l'économie, la différenciation de classes héréditaires, la polarisation du marché du travail et la prolétarianisation de la société désintriquent démocratie et économie de marché. Le type de capitalisme qui tend à séparer travail et capital met en crise les sociétés au contraire des sociétés qui ont su préserver l'opposition complémentaire du travail et du capital.

Comment le propriétaire qui commande au non-propriétaire dans l'entreprise accepterait-il d'obéir au non-propriétaire dans la société ? On répondra qu'ils se sont fait la guerre, puis la paix, en adoptant un traité, une loi. Mais que cela a-t-il fait de leur rapport, celui social peut-il différer de celui dans l'entreprise ? Dans la société de classes, une distance sera créée qui fera de la place aux manœuvres de manipulation de la classe des non-propriétaires par celle des propriétaires de capitaux.

Peut-on reprocher à une personne de privilégier un proche plutôt qu'un étranger et une personne doit-elle faire nécessairement d'un étranger son ennemi ? Le respect du proche est la condition de la coopération et de la paix sociales. Comment un propriétaire et un non-propriétaire peuvent-ils rester proches ? Le respect de l'étranger est la condition de la paix mondiale. Ce respect est édicté par les règles de l'hospitalité. On peut avoir du respect pour le proche et pour l'étranger. Le marché lui ne fait pas de différence, tous sont également étrangers, sont d'égaux compétiteurs, avant et après la transaction. Quand le marché peut accueillir tout le monde, il n'y a pas d'étranger, il n'y a que des étrangers et des associations temporaires. Quand il ne le peut pas durablement, l'étranger est celui que l'on invite ou celui à qui on interdit l'accès ou que l'on garde dans une zone grise, comme à la frontière prêt à être refoulé. Quand l'étranger veut alors forcer la porte, on sort les fusils. Les gens simples raisonnent ainsi, les experts qui sont à un autre niveau de généralité raisonnent tout autrement, de plus ils ne sont experts dans la société de classe parce qu'ils contreviennent à la sagesse populaire.

Notes:

- [1] Dani Rodrik, *The Globalization Paradox: Democracy and the Future of the World Economy*, Oxford, Oxford University Press, 2011, p. 6-7. En français on pourra se référer au chapitre 20 du livre de J. J. BOILLOT. Utopies dans le monde, le sage et l'économiste. Odile Jacob, 2021, Dani Rodrik et la mondialisation modérée.
- [2] F. Braudel, la dynamique du capitalisme. Arthaud, 1985.
- [3] Voir notre article sur le sujet de la différenciation du travail : l'impensé des habitudes sociales. Du moujâhid au moujtahid. Le QO du 02.05.2024.
- [4] Voir Wolfgang Streeck, *Du temps acheté*. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2014
- [5] David Cayla. Déclin et chute du néolibéralisme. Comment reconstruire l'économie sur de nouvelles bases. De Boeck Supérieur s.a., 2022
- [6] Voir par exemple Pierre Rosanvallon in *La question de la légitimité démocratique : l'exemple de la Justice*. Où il distingue d'une certaine manière légitimité procédurale, légitimité substantielle et légitimité d'exercice. <https://www.cairn.info/revue-apres-demain-2014-2-page-5.htm>
- [7] En 1962, Deng Xiaoping affirmait : « Peu importe qu'un chat soit noir ou blanc, s'il attrape la souris, c'est un bon chat ». Par cette formule il affirmait le primat de la pratique sur la théorie.
- [8] Pour Bernard Stiegler, la prolétarianisation est, d'une manière générale, ce qui consiste à priver un sujet (producteur, consommateur, concepteur) de ses savoirs (savoir-faire, savoir-vivre, savoir concevoir et théoriser). In <https://arsindustrialis.org/prol%C3%A9tarisation>. Pour aller plus loin : <https://www.cairn.info/revue-rue-descartes-2017-1-page-119.htm>

Le président Biden: le naufrage

27 juin 2024. Le Président Biden est là, face à son micro, face à son pupitre, face à son adversaire, Donald Trump, face à l'Amérique.

Par Djamel Labidi

Il a le visage blême, les lèvres blanches, le regard perdu. Les mots trébuchent, sa langue fourche, il ne se souvient plus de rien, de ce qu'on lui a fait apprendre pour ce débat. Il coule et il sait qu'il coule et il se regarde couler, se noyer, comme si c'était quelqu'un d'autre. Il sombre et il se regarde sombrer. Il le sait mais il n'y peut rien. Il ne résiste même pas. Son regard n'est plus qu'un regard interne, tourné vers l'intérieur de lui-même, qui évalue le désastre, les conséquences, «les dégâts». Devant cinquante millions de téléspectateurs américains. Il regarde furtivement à droite et à gauche, comme s'il cherchait du secours. C'est une sorte de SOS silencieux. Il hasarde un oeil vers son adversaire. Le président Trump a compris, il n'abuse pas de la situation, il ne l'accable pas il dit simplement «Je ne comprends pas ce qu'il dit.» De temps en temps, le président Biden tente de cacher son impuissance derrière un sourire, l'air de dire «il ne mérite même pas que je lui réponde». Mais le sourire est pâle. Il ne fait que révéler encore plus sa vulnérabilité. Plus personne ne peut l'aider. il n'y a plus personne pour masquer les choses, pour les cacher. Il est seul à son pupitre. C'est lui le Président. Le moment de vérité est arrivé.

Il n'y a pas un naufrage, mais il y en a plusieurs: le naufrage d'un homme, celui d'un président, celui d'un système. C'est ce qui donne cette dimension tragique, shakespearienne à l'événement

LE NAUFRAGE D'UN HOMME

C'est peut-être là le côté le plus humain de ce drame malgré tout le reste, tout le contexte, Gaza, le génocide des palestiniens, les enfants massacrés par milliers avec l'appui «inconditionnel» du président. Quel paradoxe. Comment arriver à trouver là de l'humanité. Et pourtant, elle est là. Dans l'empathie humaine. Parce que son naufrage nous renvoie à nous même. Il nous parle de celui qui nous attend un jour, peut-être, tous, celui de la vieillesse, indépendamment de tout le reste Et c'est ce qui rend soudain très humain son naufrage au cours du débat. Il n'est plus soudain qu'un vieillard qui regarde impuissant, paralysé, ce qui lui arrive et ses forces le lâcher. Un corps qui ne lui obéit plus, qui le trahit. Dès la fin du débat, le président Biden essaiera d'effacer ces moments pénibles en allant vers un autre meeting. Il y parlera surtout de son âge, de la vieillesse: «Je ne marche plus aussi bien comme avant, je ne débats pas aussi bien qu'avant», dit-il «mais je défends la vérité». Mélange des genres entre l'individu et la fonction. Il veut attirer désormais la compassion. Pathétique.

LE NAUFRAGE D'UN SYSTÈME

C'est aussi le naufrage d'un système. La démocratie américaine est malade, d'évidence. Son état pathologique s'incarne soudain, concrètement dans le président Biden et le spectacle qu'il offre.

Les doutes sur son état de santé apparaissent au grand jour aux yeux de tous. Son entourage en savait certainement beaucoup plus. Pourquoi a-t-il caché son état, par mille artifices, le montrant, l'exhibant à certains moments pour faire croire le contraire? S'il était d'évidence incapable de gouverner, de présider, c'est que d'autres l'ont fait à sa place. La conclusion s'impose. Grave problème démocratique. il y a donc à présent la preuve concrète, qu'ils ont dirigé le pays en son nom. Il

s'agit de forces extraconstitutionnelles par définition, puisque aucun n'a été élu, ou n'en avait le droit.

C'est une situation qui rappelle celle qu'a vécu l'Algérie, au crépuscule du président Bouteflika malade. Tout cela laisse songeur et permet de relativiser les choses entre un pays, supposé de vieilles traditions démocratiques et l'Algérie. L'entourage du président Biden, les forces dirigeantes, le système, les élites dirigeantes, l'Etat profond, bref le système, qu'on l'appelle comme on voudra tant il se matérialise sous diverses formes, ont-ils simplement voulu cacher les choses, ou bien n'avaient-ils pas d'autre alternative.

Était-il impossible à ce point de changer le président, de déclencher une campagne dans ce but, et quelles sont donc ces forces extraconstitutionnelles qui ont ce pouvoir aussi grand? Est-ce le système lui-même qui est frappé de sénilité, à tous les niveaux, même d'ailleurs dans ses institutions où les sénateurs et représentants ont souvent un âge canonique? Le système a-t-il atteint un tel point de putréfaction qu'il n'avait pas d'autre solution que de continuer à fonctionner derrière le président Biden, avec les mensonges et les faux semblants. Quelle est donc cette démocratie bloquée? Et pourquoi l'est-elle?

Toutes ces questions se posent. Elles expliquent les tensions extrêmes qu'il y a sur la question de la démocratie aux États Unis,

Dans cette optique, la crise politique sur le résultat des élections présidentielles de 2020, les accusations de fraude formulées par Donald Trump ne sont-elles pas révélatrices de l'état de crise de la démocratie américaine. On ne peut plus alors, se contenter des explications courtes données depuis des années par le système médiatico-politique occidental sur la personnalité fantasque et la responsabilité du président Trump. Le fait que les accusations portées par celui-ci ont eu un écho au moins chez une moitié des américains, n'est-il pas significatif de leur conviction que «le système» est profondément corrompu. La brutalité même du débat politique entre Trump et Biden, s'il n'avait pas tourné court, n'est-il pas lui-même un symptôme de crise.

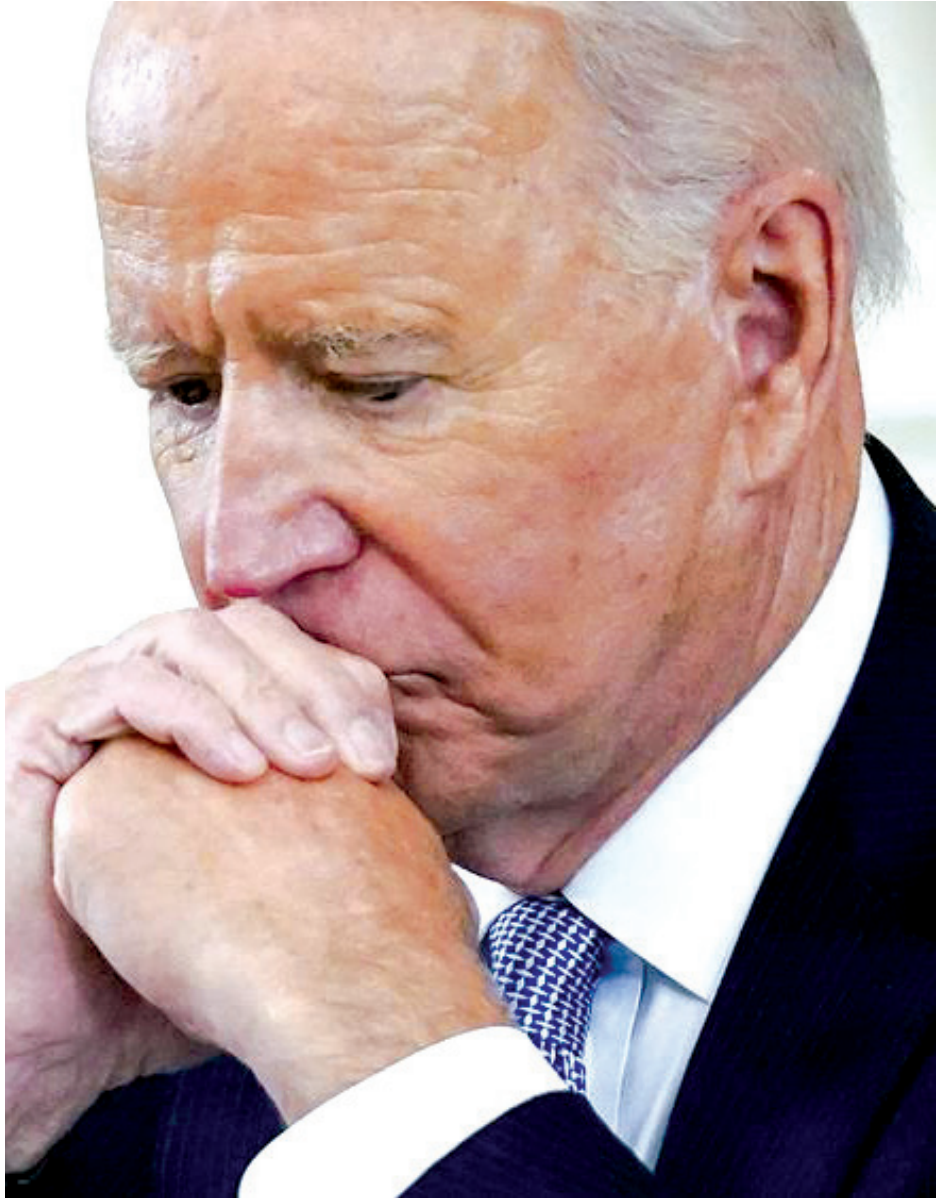
LA CRISE DE LA DÉMOCRATIE AMÉRICAINE

L'avènement la première fois de Donald Trump, en 2016, était lui-même en fait, un symptôme de la crise de la démocratie américaine, et occidentale en général. (1). Cette crise de la démocratie occidentale était déjà apparente. Partout la démocratie représentative battait de l'aile.

On reprochait aux élus d'oublier les citoyens, aux élites leur arrogance. Le système du bipartisme se lézardait, incapable de continuer à représenter et à contenir les évolutions de la société dans sa diversité. En même temps le système médiatico politique, aux mains des puissances de l'argent, qui gérait aux côtés du bipartisme la démocratie occidentale, s'est trouvé de plus en plus rejeté. L'avènement des réseaux sociaux est venu apporter une alternative à son hégémonie et en aggraver le rejet. Trump s'est présenté comme un adversaire de l'Establishment.

Il a donc incarné un mouvement profond de la société américaine, contre les «élites arrogantes», et «le système», qu'on retrouve aussi actuellement en France. Ce mouvement s'est identifié à Donald Trump. 95% des médias et des journaux américains ont fait campagne contre celui-ci dans les deux élections, celle de 2016 et de 2020. Il est apparu comme une victime du système. Et lorsqu'il a parlé de fraude électorale, on était déjà prêt à le croire. L'ascension politique de Donald Trump est donc le résultat direct de la crise de la démocratie américaine.

Ce n'est finalement pas un hasard si son mandat s'est terminé par un refus de reconnaître les résultats du scrutin et par une marche avortée et ambiguë sur le Capitole. On a alors craint la guerre civile. Un peu partout en Occident, les moments de possibilité de changement du système, tel qu'il a fonctionné jusqu'à présent, fait craindre des guerres civiles. Le mot est prononcé aux États Unis, et à présent en France à l'occasion de la crise politique qui vient d'y éclater, pour des rai-



sons au fond, bien semblables. Jusqu'à présent, la confrontation démocratique permettait la gestion pacifique des conflits politiques et sociaux. Aujourd'hui tout ce passe comme si, au contraire, elle les attisait.

Dès lors, le naufrage du président Biden est vécu comme la révélation de grandes fragilités de la société et de la nation. Cette crainte est perceptible. Les américains découvrent qu'ils n'ont pas de président, que la gestion du pays est tout sauf transparente malgré ce qu'on leur vante. Il y a alors l'inquiétude que ce naufrage de Biden exprime quelque part celui du pays et la manifestation d'un déclin. C'est un homme, un système, un pays qui se trouve au cœur de contradictions flagrantes. On ne peut à la fois parler de valeurs démocratiques et se livrer, au sus et au vu de tout le monde, à un génocide à Gaza ou s'en rendre complice. Derrière le visage défait, déprimé, fourbu du président Biden, comment ne pas voir en arrière-plan les crimes des États Unis. C'est une contradiction majeure et elle ne peut que se payer par, à la fin, l'écroulement d'un tel système. Biden est fatigué comme l'Amérique est fatiguée de tuer sans arrêt depuis des décennies. Peut-être est-ce aussi la cause du désarroi de Biden, à cette jointure entre le drame de l'homme et celui du président. Peut-être est-ce là l'explication de cette fatigue morale, psychologique extrême que l'on devine chez lui. Comme on aimerait pouvoir y croire.

DU PRÉSIDENT BIDEN EU PRÉSIDENT MACRON

De l'autre côté de l'Atlantique, en France, même atmosphère aux allures shakespeariennes. La crise de la démocratie occidentale ne serait-elle pas générale? 24 juin, enregistrement d'un podcast de plus d'une heure d'Emmanuel Macron (2).

Le podcast est très étrange. L'interview est personnelle, voire intime. La personne qui le réalise est peu connue.

Elle évolue dans les réseaux sociaux. Rien à voir donc avec le système médiatique. Le visage du président français est marqué, les

yeux sont brillants.. La voix est lente, trop contrôlée, trop mesurée, étrangement surexcitée, comme habitée, douce. Un timbre d'acteur. Le ton est celui de la confiance, voire de la confession, comme si ce moment avait été attendu, pour se libérer. Le mot «Système», si longtemps refusé, aux États Unis et en France est lâché: «le système est bloqué» dit-il. De même pour le sujet de la critique des élites dirigeantes qui a été jusqu'à présent que le fait des «antisystèmes». Cette élite est nommée «l'élite politique, médiatique, économique». Elle est dénoncée (nous citons dans le même style haché, oral. ndlr): «Je vois tout le système depuis que j'ai décidé la dissolution, «il est fou», il est fou, qu'est-ce que c'est... parce qu'en fait beaucoup de ces élites, dont les gens pensent que je suis le copain que j'ai servi.. ils sont plutôt pour qu'on fasse les réformes en dehors du peuple, sans le peuple, moi ce que j'ai décidé le 9 juin c'est de retourner au peuple...» . Il retourne contre les élites le pouvoir qu'elles lui ont donné. Il veut l'utiliser tel un Robin des bois, tant qu'il le détient encore. On sent comme un désir ardent de se réconcilier avec le peuple, d'être aimé par lui, comme une quête chaque fois avortée.

Dans la même logique de dénonciation, il avait fait paraître une photo des membres du gouvernement, prise à leur insu, au moment où il leur annonce la dissolution de l'Assemblée nationale française. On voit chacun dans sa vérité, dans son rapport avec le pouvoir, figé dans une expression mêlée de colère et de désarroi. Il les donne en pâture. Une photo stupéfiante, un acte sans précédent, vécu comme une trahison.

Un président incoclaste. L'homme s'est dissocié du président. Ce n'est plus de la politique, c'est du roman, c'est du théâtre. Mais pourra-t-il aller jusqu'au bout de son désir ardent de se réconcilier avec son peuple? On peut en douter tant il est difficile d'échapper à sa matrice.

Note

(1) https://www.lequotidien-oran.com/?archive_date=2017-03-31&news=5242332

(2) <https://youtube.com/shorts/wtDyOIRqqg?si=8SFYXKwsDX4pmmFs>

Médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djabballah
Livres



Mokrani, la retraite d'Algérie
.....
Essai de Mohamed Fadhel Mokrani.
El Qobia éditions, Alger 2024, 122 pages, 1 000 dinars

C'est vrai, « il n'est jamais aisé de raconter l'histoire quand il s'agit de celle de ses propres ancêtres ». Encore plus lorsque la dite histoire bien que chargée de gloire, est alourdie de douleur, de déchirements, d'exils et de larmes.

Et, l'histoire de la famille (El) Mokrani l'est pleinement. Elle a commencé en 1871 avec la révolte (en fait une insurrection, courte mais une des plus meurtrières... avec 340 combats, la France ayant mobilisé près de 200.000 soldats) contre la colonisation du pays par la France... et ne s'est terminée... qu'en 1962... avec Mohamed Aboulkacem Boumezzag, footballeur de son état et responsable au sein du FLN en France. Né en 1911, il n'était autre que le propre petit-fils d'Achmed Boumezzag et le fils de Boumezzag El Ouenoughi El Mokrani. C'est lui qui a été le démarreur, le moteur puis l'animateur de la fameuse équipe de foot, porte-drapeau du FLN et ambassadeur de la lutte du peuple algérien dans le monde.

1830-1962... une très longue période, celle de la « nuit coloniale ». Avec, au départ de la saga, un vendredi 5 mai 1871 qui vit El Hadj Mohamed Ben Ahmed El Mokrani, entouré de trois cent cavaliers, conduire un contingent de huit mille cavaliers. Après son décès au combat, c'est son frère Ahmed Boumezzag qui lui succéda. Lundi 2 octobre 1871, le combat va reprendre... malgré de « nombreuses soumissions et redditions »... ailleurs.

La suite est marquée par la route de l'exil... vers la Tunisie... parallèlement aux combats menés. Durant toute la période de l'insurrection, la résistance a couvert une zone dont le centre est la Medjana et dont l'étendue est estimée à 600 km d'est en ouest et à 760 km du nord au sud. Pour sa part, la caravane des Mokrani (surtout les femmes et les enfants, environ 500 personnes réparties en 150 tentes) parcourait plus de 1750 km de son fief, la Kâala des Beni Abbès) à la frontière tunisienne où elle allait se réfugier.

Le 20 janvier 1872, Ahmed Boumezzag

La gloire des vaincus

.....
Roman de Saïd Saad (Préface de Abderrahmane Mekhléf).
Editions El Qobia, Alger 2024, 223 pages, 1100 dinars

Dans sa longue marche pour « rendre hommage à des oubliés de l'histoire » l'auteur revisite cette fois-ci la ville d'Alger en 1872 avec son bouleversement du tissu urbain.

Tout ceci à travers le parcours d'un tout jeune journaliste parisien (qui rêve de suivre l'exemple de son père qui avait combattu contre l'occupant prussien), qui s'est « exilé » en Algérie.

Travaillant pour un journal assez « ouvert », il s'en va découvrir (« accredité » auprès d'un contingent de l'armée), sur le terrain, les réalités de la colonisation, la politique d'extermination menée par l'armée française, les Arabes réduits à la famine, la spoliation des terres, les massacres odieux des populations qui osent se révolter... et les condamnations à mort ou au bagne lors de procès expéditifs (à Cayenne ou en Nouvelle-Calédonie où s'y trouvent aussi des « communards »).

Mais aussi, il fait connaissance de combattants algériens (il avait été fait prisonnier et relâché... car, par le passé, il avait aidé un des combattants algériens prisonnier à s'évader). De retour à Alger, il démissionne du journalisme car ne voulant plus être associé aux contre-véri-

Exils forcés

est fait prisonnier. Il sera déporté en Nouvelle-Calédonie en septembre 1874 où il y croquera Louise Michel, la communarde française

Boumezzag ne sera libéré qu'en janvier 1904. Il revient à Alger le 19 juillet, en compagnie de son fils et son neveu enfin retrouvés... En janvier 1905, malade (32 ans de bagne), il décèdera... sans avoir jamais retrouvé ses parents qu'il avait tant tenu à mettre à l'abri en Tunisie (et où beaucoup de descendants y demeurent encore). Il fut inhumé au cimetière de Belcourt (actuel Belouizdad).

L'Auteur : *Né à Gafsa (Tunisie). Etudes en Tunisie et en Belgique. Cadre supérieur dans une compagnie aérienne. Déjà auteur de deux ouvrages.*

Extraits : « La date du 5 mai 1871 marquait donc un tournant, un point de non-retour. Il y avait donc un avant et un après le 5 mai 1871 » (p 27), « Les relations entre tribus algériennes et tunisiennes ne se résument certainement pas dans les razzias menées habituellement d'autre de la frontière ou dans les crises dues à l'occupation des pâturages ou à l'enlèvement de troupeaux mutuels.

Les populations vivant près des frontières sont souvent parentes et alliées et se réclament des mêmes tribus ou des mêmes confédérations de tribus » (p 46), « Dans cette famille, même les femmes se transformaient en vraie guerrières quand, à l'appel du sacrifice, elles s'invitaient à la bataille » (p 54), « Les Mokrani se sont, plus tard, totalement fondus dans la société tunisienne mais gardent toujours une mémoire vive et une conscience totale de leur passé glorieux et de leur appartenance à la terre algérienne. Fiers de leur passé et de leur origine, ils sont nombreux à avoir choisi de rentrer en Algérie après l'Indépendance » (p 83).

Avis Un ouvrage qui fourmille de détails intéressants sur la résistance à la colonisation des Mokrani. Une sagapassionnante plus qu'un ouvrage d'Histoire. D'où une lecture ininterrompue.

Citation : « La guerre ne se conduit pas uniquement par le canon, une part essentielle revient à la propagande de guerre destinée à saper le moral de l'ennemi » (p 48)

tés publiés... pour se consacrer à l'écriture de sa « vérité », ce qu'il a vu et entendu. Il s'en ira même à effectuer un séjour à Nouméa pour enquêter sur le vie des exilés forcés, tout particulièrement les Algériens. Un manuscrit qui ne sera jamais accepté par les éditeurs.

L'Auteur : *Né en 1955 en Kabylie. Etudes en langues étrangères, traducteur puis journaliste à l'Aps (Algérie presse service) durant 32 ans. Grand reporter spécialisé, il a été, aussi, correspondant permanent de presse à Londres. A déjà publié plusieurs romans.*

Extraits : « A quoi bon continuer à mettre sa foi en des choses dont on est sûr qu'elles ne pourront jamais se réaliser ? Les Français devaient comprendre que cette terre ne leur appartient pas, c'est la nôtre » (p 73), « Ces hommes bien armés sortis des hautes écoles militaires et solidement charpentés, étaient prêts à la conquête d'autres territoires... Leur mot d'ordre : Exterminer les indigènes et faire place aux colons » (p 77).

Avis Un roman historique assez bien documenté

Citations : « Les journaux, c'est comme une vieille tuyauterie à travers laquelle coulent non pas à flots, rarement, mais coulent toujours, les discours trompeurs, provocateurs et dangereux de ceux qui nous gouvernent » (p 167), « A quoi bon couper une branche quand le mal attaque les racines mêmes de l'arbre ? » (p 188).

Le patriotisme économique

Un enjeu, à la fois économique et social et par conséquent politique !



Par Cherif Ali

Depuis la Foire de la production nationale à laquelle il avait réservé sa première sortie publique tout juste après son élection, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait fait savoir que le temps était venu de consommer « local », le recours à l'exportation ne pouvant se faire qu'à titre exceptionnel, lorsque la production nationale n'arrive pas à satisfaire la demande locale.

Si nous n'accordons pas la priorité à nos produits, avait-il dit, nous allons avoir de sérieux problèmes économiques ; le président avait, en plus, déploré le fait que le consommateur préfère acheter des produits importés alors que le produit local existe ; il a, par la même occasion, invité les entreprises « à améliorer la qualité de leurs produits pour garantir la compétitivité » en appelant au « sursaut patriotique » pour sauver l'économie nationale !

Pour autant, rappelons-nous déjà de la sortie de la commissaire européenne au commerce, Cecilia Malsstrom, jugeant les mesures prises par le gouvernement algérien de l'époque pour réduire sa facture d'importation de « non conformes à l'accord de libre-échange » ; certes, cela a fait réagir le premier ministre d'alors qui s'est toutefois contenté d'affirmer concernant lesdites mesures prises qu'« elles peseront transitoirement sur les exportations de nos fournisseurs traditionnels... et nous espérons leur compréhension », a-t-il ajouté comme pour s'excuser !

CES MESURES PROCÉDAIENT POURANT D'UNE BONNE INTENTION, SELON LES OBSERVATEURS

Elles témoignaient de la volonté du gouvernement de stopper l'hémorragie des devises et la chute des prix du pétrole. Elles ont eu, au moins, ce mérite d'éveiller les consciences sur l'impérieuse nécessité de réduire les importations qui ont dépassé le seuil du tolérable !

Mais, la problématique du consommateur algérien est plus complexe qu'il n'y paraît et la question du « made in Algeria » ne peut se résumer à cette vision un peu simpliste de l'offre rencontrant la demande dans des conditions idéales !

LE PROBLÈME POUR L'ALGÉRIE RÉSIDE-T-IL DANS LA FAIBLESSE DE L'OFFRE ?

Les experts se sont accordés pour dire que « le modèle keynésien de relance de la production par la consommation qui part de l'hypothèse de l'existence d'une offre sous-utilisée n'est pas transposable à l'Algérie qui souffre d'absence de facteurs de production compétitifs en termes de coût/qualité, et non pas d'un refus de consommation locale exprimé par les Algériens ».

Les ménages algériens ne rechignent pourtant pas à consommer le produit local, dans l'absolu, mais quand ils hésitent, c'est parce que l'offre pêche par l'absence de qualité aux normes universelles et peine à soutenir la concurrence étrangère.

Il faut admettre que la tâche n'est pas aisée, car le « made in là-bas », est toujours associé à la qualité.

C'est même le premier critère cité spontanément !

Très « design », les produits « made in » ont du style ! Ils sont élégants, créatifs, et ont une véritable personnalité, une espèce de « je ne sais quoi » d'étranger qui fait la différence !

Parmi les autres questions soulevées figurent aussi la capacité réelle des industriels et de nos entreprises à produire « national » tout en restant compétitifs et performants ou l'impact d'un prix plus élevé sur le budget des Algériens et les conséquences que cela peut avoir sur d'autres pans de l'économie nationale.

Les producteurs nationaux sont prêts, nous affirme-t-on, à doubler d'efforts pour mettre sur le marché des produits compétitifs sur le plan qualité/prix et pour satisfaire le consommateur algérien de plus en plus exigeant.

Pour ce faire, ils sollicitent l'aide de l'Etat, alors que sous d'autres cieux, c'est aux banques qu'ils doivent s'adresser !!!

Il est certes vrai que dans l'ensemble, les consommateurs algériens se disent prêts à acheter « local » ; seulement voilà, de l'autre côté, certains industriels ne font rien, ou pas grand-chose, pour les satisfaire et, partant, pérenniser leur propre activité.

Déjà, faut-il le rappeler, la disponibilité et la qualité des produits peinent à suivre. Sans compter les prix. Quand on sait, par exemple, que la viande bovine était importée d'Inde et d'Argentine quand ce n'est pas du Brésil, et que l'oignon nous est arrivé tout droit des Emirats arabes unis, l'urgence serait plutôt de diversifier notre économie et de nous consacrer à l'agriculture, plaident les experts qui relèvent également :

1. la faiblesse de l'activité agro-alimentaire
2. le vieillissement de la main-d'œuvre
3. le manque de structuration qui expose l'activité agricole à la spéculation
4. la rareté de réseaux de distribution
5. l'absence de transformation de l'activité export

Dire aussi que le slogan « consommons algérien » visant à exploiter les potentialités locales de production, juguler les importations, suffirait à inciter les ménages à consommer algérien, c'est aller vite en besogne !

Et puis ces questions :
- Y-a-t-il une liste des produits algériens susceptibles de supplanter ceux en provenance de l'étranger s'est interrogé un journaliste qui s'est engagé à s'y soumettre éventuellement ?
- Existe-t-il un label Made in Algeria ?

Consommons algérien ! Dans un passé récent, on nous invitait à goûter au « mentoudj bladi », un flop qui a fait long feu !

Quid aussi de l'orange de la Mitidja, de la pomme de terre de Mascara, du costume Sonitex, de la molybde de Guelma ou plus encore du sucre de Miliana, du blé de Tiaret ou de la fameuse datte de Tolga !

MAIS, SI LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE S'EST EMPARÉ DU SUJET DU PATRIOTISME ÉCONOMIQUE, C'EST QU'IL REPRÉSENTE UN ENJEU, À LA FOIS ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, ET PAR CONSÉQUENT POLITIQUE :

1. Enjeu économique, car encourager la consommation nationale, c'est aussi et surtout, donner un coup de pouce aux PME/PMI et tous les artisans qui font tourner l'économie et luttent pour rester en course. Assez logiquement, le « consommons algé-

rien » trouve donc une résonnance encore plus forte en période de crise, où chaque emploi sauvé, où chaque entreprise créée sont autant de bonnes nouvelles !

2. Enjeu social, car si les Algériens viendraient à manifester l'envie de consommer « local », ils le feraient pour deux bonnes raisons au moins : donner un sens à leur acte d'achat et faire des économies même substantielles.

3. Enjeu politique, aussi, car encourager l'économie nationale, en temps de crise pétrolière comme celle qu'on a connu par le passé, est au cœur de la mission du gouvernement et plus généralement de la classe politique tout entière.

Même s'il est vrai qu'il s'agit là d'un débat de nature à irriter nos partenaires européens qui se sont emportés contre les mesures de restriction frappant leurs produits !

Sur ce dernier point, le président Tebboune a été d'ailleurs plus incisif : il a tenu à rassurer faisant savoir que les accords commerciaux avec l'Union européenne prévoient des clauses permettant la prise de mesures de protection du produit national.

Encourager la production locale, c'est donc amener les citoyens à privilégier les produits algériens dans leur consommation courante pour ce qui concerne notamment les produits lourds comme l'électroménager, l'automobile et l'électronique.

Pour le reste, c'est-à-dire l'agro-alimentaire, l'habillement et autres produits à usage courant, c'est surtout la publicité et la sensibilisation qui en feront la preuve.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE N'A EU DE CESSÉ DE LE RAPPELER :

1. nous avons appris à acheter au lieu de vendre !
2. à importer au lieu d'exporter !
3. nous ne pouvons plus continuer ainsi, et la tendance doit changer.

Dans une interview accordée à des médias nationaux, il avait tenu à rappeler que « les exportations hors hydrocarbures avaient significativement augmenté en 2022. Elles étaient de l'ordre de près de 7 milliards de dollars. »

« Depuis l'indépendance, nous n'avons jamais dépassé 1,8 milliard de dollars d'exportations hors hydrocarbures », a-t-il déploré. Et de faire savoir, « nous avons un plan d'augmenter les exportations hors hydrocarbures à 13 milliards de dollars »

Pour le président Tebboune, cela signifie qu'il existe des produits algériens demandés à l'international. Il a cité le ciment et le rond à béton qui sont exportés vers l'Afrique, l'Europe et même les Etats-Unis.

Et le pays a les moyens de réaliser ces objectifs à condition de respecter stricto sensu les engagements du Président Tebboune contenus dans ses promesses électorales comme suit :

- a. Satisfaire la demande nationale.
- b. Remplacer les produits importés par des produits nationaux afin de réduire drastiquement l'importation et économiser les réserves de change.
- c. Favoriser et encourager tout investissement industriel qui utilise des intrants et des matières premières nationales, crée l'emploi et soutient la croissance économique.

Au gouvernement d'agir et de mettre en bonne place « l'exportation du produit national » qui reste l'unique voie pour sortir de la dépendance aux hydrocarbures et permettre ainsi à notre « diplomatie économique » de le promouvoir !

Payement fiscal en ligne, exonération des pénalités de recouvrement Des dispositions méconnues par le contribuable

Mokhtaria Bensaâd

Lancé il y a une année, le nouveau mode de paiement des impôts en ligne «Moussahama'tic» n'attire pas grand monde. Par ignorance ou par méfiance, les contribuables boudent cette démarche, destinée pourtant à faciliter et à simplifier les obligations fiscales. Pour la wilaya d'Oran, seulement 5% des contribuables effectuent leur paiement fiscal en ligne. Un taux insignifiant par rapport au nombre des contribuables inscrits, près de 120.000 enregistrés au réel et au forfaitaire au niveau de la direction des impôts d'Oran ouest et d'Oran est. Pourquoi les contribuables n'ont pas adopté ce nouveau système de paiement ? La question a été posée à plusieurs commerçants et personnes activant dans la fonction libérale. La réponse de la majorité a été simple. «Nous n'avons pas été informés de ce nouveau mode de paiement lors de notre dernière visite aux centres des impôts».

Pour les représentants de la direction des impôts Oran est et Oran ouest, des journées portes ouvertes ont été organisées afin d'informer le grand public de cette nouvelle procédure. Ces derniers ont souligné que les contribuables ne consultent pas le Journal officiel pour être informés des nouveautés du secteur bien qu'ils soient en permanence connectés à leurs smartphones. Le problème de confiance entre les établissements fi-

nanciers et les citoyens a été également évoqué estimant que «la relation de confiance devant relier les deux parties n'existe pas encore. Entre le contribuable et l'administration fiscale en particulier, il y a toujours méfiance et crainte inexplicée». Entre les réponses des uns et arguments des autres, une chose est sûre, il y a un problème de communication étant donné que l'information n'a pas bien circulé. La bonne nouvelle est qu'aucun délai n'a été arrêté pour inciter les contribuables à s'inscrire sur la plateforme des impôts. L'opération est volontaire et selon le choix du citoyen.

Le portail «Moussahama'tic», tel qu'expliqué sur le site de la direction des impôts, est une nouvelle expérimentation de télé-procédure destinée à faciliter les démarches administratives et à simplifier l'accomplissement des obligations fiscales des contribuables en leur permettant de déclarer et de payer leurs impôts et taxes en ligne. Pour y accéder, il suffit de déposer le dossier d'adhésion au portail «Moussahama'tic», composé du registre de commerce, de la déclaration d'existence et la carte nationale du gérant, au niveau de la recette des impôts dont il relève, pour avoir le code d'accès à son compte.

Le dossier d'adhésion est disponible en libre téléchargement au sein de la rubrique «Adhérer à Moussahama'tic». Le paiement des déclarations est aussi possible avec la carte (CIB) ou la carte Edahabia

pour un montant ne dépassant pas le un million de dinars.

EXONÉRATION DES PÉNALITÉS DE RECouvreMENT

Autre mesure que plusieurs contribuables se disent non informés est l'exonération des pénalités de recouvrement. Pourtant prévue dans la loi de finances rectificative pour 2023, l'information ne semble pas bien circuler auprès des contribuables concernés par l'application de cette disposition et du délai de paiement fixé jusqu'au 31 décembre 2024.

Conformément à l'article 15, « les personnes physiques et morales ayant des dettes fiscales datant de plus de quatre ans seront exonérées des pénalités de recouvrement si elles effectuent le paiement du montant principal des dettes d'ici au 31 décembre 2024». Les dettes fiscales englobant les impôts, taxes, déclarations G50 impayées, taxes parafiscales, créances non liées à l'impôt, ainsi que les amendes judiciaires dont la mise en recouvrement remonte à avant le 1^{er} janvier 2020 sont exonérés des pénalités de recouvrement. Un soulagement pour le contribuable qui s'est découragé pour payer ses dettes fiscales à cause des pénalités accumulées à travers les années. Les concernés par cette mesure sont donc invités à déposer une demande auprès de la recette des impôts compétente en utilisant le modèle disponible sur le site web de la DGI ou en présentant une requête sur papier libre.

Saison estivale La DSP intensifie les campagnes de sensibilisation

J. Boukraa

Depuis le début de la saison estivale 2024, la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran a intensifié ses campagnes de sensibilisation et d'information. Ces initiatives, cruciales pour la santé publique, sont menées par divers établissements de santé locaux et se concentrent sur plusieurs problématiques essentielles, allant des intoxications alimentaires aux cancers féminins, en passant par les risques liés à l'addiction et l'insolation. Ainsi et dans le cadre du plan de communication pour la saison estivale, l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) de Trouville commune d'Aïn El Turck organise des campagnes de sensibilisation pour informer les citoyens sur les précautions à prendre pour éviter les intoxications alimentaires et les d'insolation, des risques particulièrement accrus durant l'été. L'EPSP d'Aïn El Turck a de son côté lancé une campagne de sensibilisation ciblant spécifiquement les femmes de la commune de Mers El Kébir.

Cette initiative, également encadrée par la direction de la santé et de la population, met l'accent sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein et du col de l'utérus. Des ateliers d'information et des séances de dépistage

sont organisés pour encourager les femmes à adopter des pratiques de santé préventive. Parallèlement, l'EPSP d'Aïn El Turck poursuit ses efforts de sensibilisation sur les dangers de l'addiction et la toxicomanie dans la commune de l'El Ançor. Cette campagne, qui se déroule sous la tutelle de la même direction, vise à informer les jeunes et leurs familles sur les risques liés à la consommation de substances addictives et à promouvoir des modes de vie sains. Dans le même contexte, l'EHS Nouar Fadila à Oran mène une semaine de sensibilisation dédiée au dépistage précoce des cancers du sein et du col de l'utérus. Sous l'égide de la direction de la santé et de la population, cette initiative comprend des consultations gratuites, des mammographies et des examens gynécologiques, destinés à inciter les femmes à effectuer régulièrement des dépistages.

Ces diverses campagnes de sensibilisation, organisées par les établissements de santé de la wilaya d'Oran, illustrent l'engagement de la direction de la santé et de la population à promouvoir la santé publique et à prévenir les maladies. En informant et en éduquant la population, ces actions contribuent significativement à la réduction des risques sanitaires et à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Opération gendarmerie-police à Es-Sénia

16 individus recherchés arrêtés, six véhicules, trois camions et de la cocaïne saisis

K.Assia

Le dispositif de sécurité déployé à l'occasion de la saison estivale ne cesse de donner des résultats concluants. Une opération d'envergure a été lancée, avant-hier, dans la daïra d'Es-Sénia par les unités de la gendarmerie et de la police afin de sécuriser les biens et les personnes et plusieurs moyens humains et matériels ont été déployés dans le cadre de ce dispositif. Ce déploiement a ciblé les différents carrefours et quartiers de la daïra d'Es-Sénia de sorte que les services de sécurité ont interpellé 147 individus qui ont été soumis à un examen de situation et 29 d'entre eux ont été arrêtés dont 16 sont recherchés par des mandats de justice. 1.346 comprimés psychotropes, des quantités de cocaïne et de kif traité, un mon-

tant de plus de 18 millions de centimes et des armes blanches ont été saisis.

Cette opération coup de poing a permis également de contrôler 145 véhicules et six ont été saisis. Les unités d'intervention ont aussi mis la main sur trois camions, un groupe électrogène, une cabine de téléphérique, un chariot élévateur, quatre poubelles contenant des pièces détachées et d'autres équipements. Toujours dans le cadre de ce dispositif, pas moins de 122 infractions ont été constatées en matière de contrôle des commerces et ce pour non-respect de l'hygiène et de la conformité des denrées mises sur le marché. Les services d'intervention ont aussi mis une moto en fourrière pour infraction à la réglementation. Notons que les mis en cause seront présentés au tribunal après enquête.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Benchokra Med, 83 ans, Carteaux
Salem Bouabdellah, 51 ans, Saint-Eugène
Mirendi Houari, 81 ans, Cité Petit
Zaouali Benchaa, 85 ans, Les Planteurs

Horaires des prières pour Oran et ses environs

28 dhou el hidja 1445
El Fedjr 04h03 Dohr 13h07 Assar 16h57 Maghreb 20h26 Icha 22h05



Célébration du 62^e anniversaire de la fête de l'indépendance Distribution de 300 logements publics locatifs à Mers El Hadjadj

La commune de Mers El Hadjadj d'Oran prévoit la distribution de 300 logements publics locatifs (LPL), a-t-on appris de l'Assemblée populaire communale de cette collectivité locale, située dans la partie Est du littoral oranais. Dans cette optique, un tirage au sort devant définir le positionnement des bénéficiaires de ces nouvelles unités d'habitation, à l'exception des personnes aux besoins spécifiques, a été effectué au courant de la semaine dernière, a indiqué la même source, précisant que «les logements seront distribués à l'occasion de la célébration du 62^e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse».

Les immeubles constitués d'apparte-

ments de type F3 devant abriter les locataires sont totalement achevés, ainsi que les travaux inhérents à l'aménagement extérieur, dont ceux relatifs au raccordement de la nouvelle cité aux voies et réseaux divers (VRD), a fait savoir la même source.

La nouvelle zone d'habitation, constituée d'immeubles de 5 étages, dispose d'aires de jeux pour enfants, d'espaces verts, en sus d'infrastructures commerciales, de services administratifs et d'infrastructures scolaires, a-t-on indiqué. Dans la wilaya d'Oran, il a été procédé à la distribution, au cours du mois de février dernier, à l'occasion de la célébration de la Journée du chahid (18 février),

de pas moins de 2.500 unités d'habitation, toutes formules confondues, dont 2.236 logements publics locatifs, répartis à raison de 1.120 au profit des familles occupant des habitations précaires des daïras d'Arzew, Oran, Aïn El-Turck et Bethioua et 1.116 au profit des demandeurs inscrits dans le cadre des dossiers à points. Durant la même période, 264 autres unités relevant de la formule dite logement promotionnel aidé (LPA) et celle du logement social promotionnel (LSP) ont été également attribuées à leurs bénéficiaires.

Il convient de rappeler que pas moins de 23.000 logements, toutes formules confondues, ont été distribués depuis l'été 2021 dans la wilaya d'Oran.

Association «Dounia Zed El-Akhira»

Ouverture d'une maison pour héberger les cancéreux

L'association «Dounia Zed El-Akhira» a ouvert, lundi à Oran, une maison pour l'hébergement des cancéreux, notamment les enfants accompagnés de leurs parents. Cette infrastructure située à Haï «USTO» assure plusieurs services gratuits comme la prise en charge de l'hébergement, la restauration et le transport des malades atteints du cancer, notamment les enfants accompagnés de leurs parents fréquentant plusieurs établissements hospitaliers d'Oran pour les soins, a indiqué à la presse le président de l'association, Hamza Medjane.

L'intervenant a souligné que l'ouverture de cette maison a été rendue possible grâce aux bienfaiteurs et les jeunes bénévoles de l'association qui n'ont ménagé aucun effort pour concrétiser cette initiative. Cet établissement comprend quatre chambres d'une capacité

d'accueil de 18 lits, avec une cuisine pour des repas légers, sachant que les repas principaux (déjeuner-dîner) sont préparés par cinq restaurants qui traitent avec l'association, a ajouté M. Medjane, signalant qu'un espace de jeux est en cours d'aménagement à l'intérieur de cette maison pour les enfants, afin d'alléger leurs souffrances induits par les soins. La maison offre aux enfants originaires de différentes wilayas du pays le service de transport aux établissements hospitaliers pour les consultations, les séances de radiothérapie et de chimiothérapie au niveau du centre hospitalier d'oncologie «Emir Abdelkader», l'établissement hospitalier spécialisé en pédiatrie «Boukheroufa Abdelkader» et le centre hospitalo-universitaire (CHU) «Dr Benzerdjeb» d'Oran. A partir du mois prochain, une autre maison sera ouverte dans le

même bâtiment, abritant cette fois-ci les hommes, qu'il s'agisse de patients atteints de cancer, de parents d'enfants atteints de cancer ou d'autres patients en provenance d'autres wilayas qui se rendent aux hôpitaux publics pour se faire soigner, a ajouté M. Medjane. L'association «Dounia Zed El-Akhira», qui regroupe un grand nombre de jeunes bénévoles, mène également tout au long de l'année diverses activités au profit des malades, des personnes âgées et des sans-abri.

Elle propose aussi des repas pouvant servir jusqu'à 900 personnes par jour, pendant le mois de Ramadan, à travers les restaurants qu'elle ouvre à l'occasion. Dans ce cadre, elle a également ouvert deux clubs, l'un pour enseigner la cuisine et la pâtisserie et l'autre pour enseigner l'art de la couture, signale-t-on.

Tlemcen

L'incinération de déchets irrite les habitants

S'il est un problème récurrent auquel certaines communes de la wilaya sont quotidiennement confrontées, c'est bien celui des ordures ménagères, encombrants et dépôts sauvages qui polluent l'environnement.



Khaled Boumediene

Les communes de Marsat Ben M'hidi, Dar Yaghomrassen (Ghazaouet) et Sabra n'échappent pas à cette triste constatation, aggravée par l'incinération des déchets en plein air, au grand désarroi des habitants et des visiteurs. En effet, la combustion de la décharge sauvage sur les hauteurs de Marsat Ben M'hidi, plus précisément au niveau de la nouvelle rocade de Chaib Rassou libère des fumées avec toutes les nuisances que cela comporte, surtout en cet été où les plages connaissent un afflux considérable et les résidences et hôtels limitrophes à cette décharge sont tous occupés. «À chaque fois, nous sommes confrontés à ces problèmes d'odeurs des fumées et de nuisances visuelles ! On voudrait que les responsables concernés trouvent une solution à cette situation qui empire ! Ce site qui accueille des milliers de

visiteurs et estivants doit être entièrement éradiqué, si l'on veut attirer encore plus de vacanciers et de visiteurs !», déclarent des citoyens.

Dans la commune de Sabra, l'amoncellement de déchets de la décharge sauvage exaspère les habitants et les automobilistes s'insurgent eux aussi contre les fumées d'incinération sur le bord de la route menant vers le lieu-dit de Tafna. «Cette décharge impacte aussi la belle forêt où elle est située près de Barbata. J'ai vu de mes propres yeux des personnes qui déversent l'ensemble des plastiques, cartons, ordures ménagères, objets, encombrants, dans ce site qui s'étend de plus en plus. Pourtant, les services communaux de Sabra peuvent facilement transférer ces déchets vers le centre d'enfouissement technique de la commune de Hammam Boughrara », assure un habitant de Sabra. Selon ce fonctionnaire, le problème d'accumu-

lation des déchets et d'incinération ne doit plus se poser, puisque la majorité des APC ont été récemment dotées de bennes tasseuses.

Par ailleurs, dans la commune de Dar Yaghomrassen, les résidents et les estivants qui passent leurs vacances à la plage de Sidna Youcha sont excédés par la décharge sauvage qui s'est formée dans un endroit naturel et très fréquenté. «Pourtant la loi interdit d'incinérer les déchets ménagers à l'air libre, on ne sait pas pourquoi, certains enfreignent la réglementation en vigueur ! Ils peuvent le plus simplement du monde établir une convention avec le CET de Souahlia et acheminer les déchets de leur commune vers cet espace technique de recyclage très proche. C'est d'ailleurs, la seule alternative à l'incinération et aux décharges. Beaucoup de communes ont définitivement réglé ces problèmes», indique un estivant de Nedroma.

Mostaganem

13 projets d'investissement dans la zone industrielle de Bordjia

Pas moins de 13 projets d'investissement industriel ont été localisés, jusqu'à présent, dans la zone industrielle de Bordjia, dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué le Directeur général de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache.

Dans une déclaration à l'APS, en marge du colloque national sous le thème "Destination touristique de l'Algérie, encourager l'investissement et améliorer le climat des affaires", organisé hier mardi à Mostaganem, M. Rekkache a souligné que cette première action de coordination entre l'AAPI et les services de la wilaya de Mostaganem, visant à valoriser la zone industrielle de Bordjia, dans la commune de Hassiane, a permis,

à ce jour, de localiser 13 projets d'investissement nationaux et étrangers.

Le même responsable a ajouté que "de nombreux investisseurs sérieux, dotés d'entreprises de renom, ont été intéressés et ont reçu les décisions définitives de lancer la réalisation de leurs projets dans les prochains jours".

La valeur totale initiale de ces projets d'investissement est de 38 milliards de dinars et ils pourront créer 2.085 emplois directs, a indiqué M. Rekkache, ajoutant qu'il a été convenu avec les initiateurs de ces projets de travailler à la conclusion de contrats de sous-traitance avec des micro-entreprises et des startups et de réfléchir à l'établissement d'un mécanisme d'attribution de petites zones d'activité pour les

activités de sous-traitance.

S'agissant de la plateforme numérique de l'investisseur, lancée le 8 février dernier, M. Rekkache a indiqué que ce moyen exclusif pour déposer des demandes d'assiettes foncières et leur traitement a enregistré 450 assiettes proposées au niveau de 42 wilayas.

Le nombre total des demandes a atteint, à ce jour, 2.003, pour lesquelles 258 décisions provisoires ont été accordées et 72 d'entre elles sont devenues définitives, après l'achèvement de l'opération d'inscription, explique-t-on.

M. Rekkache a enfin souligné que la majorité des assiettes foncières publiées sont du foncier industriel et autre urbain, signalant que l'AAPI œuvre à introduire de nouvelles assiettes aménagées disponibles.

Tissemsilt

Les réseaux d'électricité et d'eau renforcés

La direction de Distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tissemsilt a consacré une enveloppe budgétaire de plus de 300 millions de dinars destinée à l'amélioration du service public dans l'approvisionnement de ses clients en électricité et à consolider le réseau de cette source d'énergie durant la saison estivale, a-t-on appris de cette direction.

La chargée de la communication de la Sonelgaz de la wilaya, Samia Djerbi, a précisé que "la Société a élaboré un programme d'investissement spécial, en réponse à la consommation croissante de l'énergie électrique durant la période estivale, par l'allocation de 300 millions de dinars visant à consolider et renforcer les différents réseaux, faisant état de la réalisation de 51 opérations ciblant la rénovation du réseau électrique souterrain et aérien sur plus de 15 kilomètres linéaires".

S'agissant du programme d'urgence spécial été, les services de la Sonelgaz ont procédé à la mise en exploitation de 10

postes de transformation d'électricité à travers plusieurs communes, sachant que les travaux sont actuellement en cours pour la réalisation d'un réseau électrique sur une longueur de pas moins de 56 kilomètres.

La chargée de la communication a, d'autre part, fait observer que la Société a procédé à la maintenance préventive des équipements destinés à approvisionner les postes transformateurs d'électricité de la wilaya, en plus d'intensifier le nombre des équipes techniques de la direction des subdivisions et des agences commerciales qui lui sont rattachées, dans le but de garantir la rapidité de l'intervention et d'assurer la continuité et la qualité de l'alimentation des clients en électricité.

Sur un autre plan, un forage et une station de pompage d'eau potable ont été mis en service, selon des responsables de la direction des ressources en eau de la wilaya.

Le chef du service de l'eau potable à la direction précitée, Ahmed Metane, a souligné que ce forage a été réalisé dans la

commune de Rechaiga de la wilaya limitrophe de Tiaret, dans le cadre du programme complémentaire du développement du secteur des ressources en eau décidé par le président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, en faveur de la wilaya, signalant que le débit des eaux de ce forage a atteint plus de 10 litres/seconde.

M. Metane a indiqué que dans le cadre du programme sectoriel, une station de pompage a été mise en service dans la commune de Youssoufia, après une opération de réhabilitation, et ce en vue d'augmenter la production de l'eau potable ramennée du barrage de Derder, dans la wilaya voisine d'Aïn Defla.

Cette station a permis d'accroître la quantité d'eau de 9.000 m³ à 14.000 m³/jour, soit une hausse de 5.000 m³/j.

L'opération de rénovation des conduites d'eau potable a été achevée à partir du champ de Rechaiga, dans la wilaya de Tiaret, soit une longueur de réseau de 8 km et une conduite de 630 millimètres de diamètre.

El Bayadh

De nouveaux projets réceptionnés

Plusieurs projets de développement de proximité ont été mis en service, mardi dans la wilaya d'El Bayadh, et ce dans le cadre du programme de célébration du 62ème anniversaire des fêtes de l'indépendance et de la jeunesse.

Le wali d'El Bayadh, Noureddine Belaribi, a supervisé la mise en service du projet de réhabilitation des conduites d'alimentation en eau potable de la commune de Bougtob sur une distance de 8 km à partir de la commune d'El Kheithar, réalisé par la direction de l'hydraulique, dans le cadre des efforts fournis pour

améliorer l'alimentation de la population de la commune en cette source vitale.

Dans la commune de Bougtob, un CEM d'une capacité d'accueil de 700 élèves a été inauguré et baptisé au nom du chahid Amari Abdelkader (1909-1961), en plus d'un groupe scolaire à Hai Sidi Hadj Bahous, portant le nom du Moudjahid Alioui Mohammed, outre la mise en service d'une salle de soins de proximité dans la même cité baptisée au nom du Chahid Guemri Abdekader. Dans la commune de Tesmoulène, un groupe scolaire "Moudjahid Aliouene

Okacha" a été inauguré, outre la pose de la première pierre de la réalisation d'un CEM de 600 places.

Dans la commune de Kef Lahmar, un CEM de 600 places a été inauguré et baptisé au nom du Chahid Belmokadem Abdelkader, ainsi qu'un groupe scolaire et une piscine de proximité couverte en faveur des jeunes de la région.

Dans la commune de Rogassa, les autorités locales ont mis en service une piscine de proximité couverte, un bureau de poste et un point de présence de l'entreprise Algérie Télécom.

Adrar

Un centre de distribution de lait et dérivés ouvert



Le groupe "Giplait" a procédé, mercredi, à l'inauguration d'un centre de distribution et de vente en gros et en détail de lait et dérivés dans la wilaya d'Adrar.

Cette initiative "intervient en consécration des aspirations et objectifs commerciaux du groupe, consistant à générali-

ser la disponibilité de ses produits pour être accessibles à la population des différentes wilayas du pays", précise un communiqué du groupe.

Le projet qui s'étend sur une superficie de près de 5.057 m², comprend une infrastructure de réfrigération pour la conservation et le stockage des

produits de consommation, conformément aux normes et aux standards en vigueur, dans l'objectif de fournir du lait, produit de large consommation, ainsi que tous les produits laitiers et dérivés commercialisés au niveau de ses unités dans la majorité des régions du Grand Sud, selon la même source.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère des Travaux Publics et des Infrastructures de Base
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS WILAYA DE SAIDA
Numéro d'identification fiscale (NIF) : 408015000020074**DEUXIEME AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N° 10 / 2024****Après infructuosité**

la direction des travaux publics de la wilaya de Saïda lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales :

Entretien Courant des Routes Nationales - Exercice 2024 -**A-FOURNITURE DE VOIRIES EN LOTS SEPARÉS**

- Lot N°02 : Fourniture d'émulsion
- Lot N°06 : Fourniture Outillages divers

B-Acquisition de moyens

- Lot N°10 : Acquisition d'un groupe de soudure tractable intégré en groupe électrogène 180 AMP

- Tous les soumissionnaires : Fabricants, Grossistes et importateurs qualifiés et disposant de capacités financières, techniques, juridiques et réglementaires, conformes à la législation algérienne pour l'exécution du cahier des charges.
- Ne peuvent soumissionner pour ces fournitures que les fournisseurs ayant un Registre de commerce comportant les codes autorisés pour les prestations objet du CPS.
- A cette fin, les offres seront accompagnées des pièces et documents mis à :

- 1- Le dossier de candidature, qui comporte ce qui suit :
 - La déclaration de candidature dûment renseignée et visée par le soumissionnaire.
 - La déclaration de probité dûment renseignée et visée par le soumissionnaire.
 - Les statuts pour les sociétés.
 - Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
 - Tout document permettant d'évaluer les capacités du soumissionnaire :
 - a/ Capacités professionnelles
 - b/ Capacités financières : Moyens financiers justifiés par les bilans visés par les services fiscaux les trois derniers exercices 2020, 2021, 2022
 - c/ Capacités techniques : Moyens humains justifiés par les attestations de mise à jours CNAS.
- Remarque : Conformément à l'article 47 du Décret présidentiel n° 23-12 du 05 Aout 2023 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de Registre de Commerce comportant le code électronique, sous peine de rejet de l'offre.
- Numéro d'Identification Fiscale (NIF).
- Extrait de rôle approuvé ou accompagné d'un échéancier de moins de trois (03) mois à la date d'ouverture des plis valide (il doit contenir une phrase non enregistrée sur la carte nationale des fraudeurs)
- Attestations de mise à jour CNAS-CASNOS.
- Casier judiciaire du soumissionnaire (personne physique) ou du gérant pour les sociétés
- Attestation de dépôts des comptes sociaux année 2021 (Pour les personnes morales uniquement).
- 2- Offre Technique : qui comporte ce qui suit :
 - La déclaration à soumettre dûment renseignée et visée par le soumissionnaire.
 - Un mémoire technique justificatif (Obligatoire) qui est un document permettant d'évaluer l'offre technique (la non production de ce mémoire est un motif de rejet par la commission des d'ouverture et des jugements).
 - Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- 3- Offre Financière : qui comporte ce qui suit :
 - Lettre de soumission dûment renseignée et visée par le soumissionnaire.
 - Bordereau des prix unitaires paraphé et signé.
 - Devis quantitatif et estimatif paraphé et signé. L'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché à savoir

Doivent être présentés conformément au cahier des charges et parvenir au :

SIEGE DE LA DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
- SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET DES MOYENS -
CITE DES FRERES SEDDIK- SAIDA -

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n° 10 / 2024 L'objet de l'appel d'offres ».

- La durée de préparation des offres est de Quinze (15) jours à compter de la date de la première parution de l'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.
- Le dépôt des offres s'effectuera le dernier jour du délai accordé pour la préparation des offres de (09) neuf heures jusqu'à 12 heures : si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le jour de dépôt des offres est prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.
- L'ouverture des plis s'effectuera le dernier jour du dépôt des offres à (14) Quatorze heures en séance publique au siège de la direction des travaux publics de la wilaya de Saïda.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 105 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ANEP N° 2431008754 Le Quotidien d'Oran 04/07/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya: Tiaret

Daira :Mahdia

Commune: Nadorah

Nif :097414319000139

N°= 1/92.../2024

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public et l'article 46 de la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics le président de L'APC informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacité minimales n° 01/2024 du projet de la :

- REALISATION DE 06 CLASSES ANNEXE A L'ECOLE HOUARI BOUMEDIENE
- l'évaluation des offres ont donné lieu à l'attribution provisoire suivante :

Intitulé du Projet	Entreprise	Montant TTC DA	Note Techni Obtenue	N° fiscal	Délai D'exécution	Obs
REALISATION DE 06 CLASSES ANNEXE A L'ECOLE HOUARI BOUMEDIENE	ETB-TCE nall seddik lakhdar mahdia	22 450 189,55	71/100	197014150059630	04 MOIS	OFFRE MOINS DISANTE

les soumissionnaires contestant ce résultat peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis
Conformément aux dispositions du décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public et la loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

Fait à nadorah Le 24.06.2024

LE PRESIDENT D'APC

ANEP N° 2431008742 Le Quotidien d'Oran 04/07/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Tlemcen
Daira de Beni snous
Commune de Beni snous

Avis d'attribution provisoire**N° FISCAL : 098413175108625**

En application des l'article : 65 - 73 - 161 du décret présidentiel N° 15-247, daté de 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. La commune de Beni snous informe à tous les soumissionnaires les résultats l'annonce d'appels Des Offres ouvert avec exigence de capacités minimales, N° 01/2024 publiées dans deux quotidiens nationaux (الوطنية) en arabe et (le quotidien d'Oran) en français Après étude des offres, le projet a été confié provisoirement à l'entreprise suivant :

Désignation des Projets	Entreprise	Montant en T.T.C	Délai d'exécution	N I F	Observations
REALISATION D'UN FORAGE POUR L'AEP AU CENTRE EL FAHS	E.T.P.H ZERROUKI MIMOUNA	18.967.410.00 DA	(03) Mois	285311900126192	Qualifié techniquement et moins disant Nombre de point (73)

Remarque : Les recours se feront au niveau de la commission des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la parution du présente annonce conformément au l'article 82 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Beni snous le 30 JUIN 2024

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2431008781 Le Quotidien d'Oran 04/07/2024

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya de Relizane

Daira de Mazouna

Commune d'El-guettar

N.I.F : 098448155140910

N°:06/2024

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire.

En application des dispositions des l'articles 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale d'EL GUETTAR porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°= 01 /2024 paru sur les deux journaux " الجهورية " en date 13/03/2024 et LE QUOTIDIEN d'ORAN " en date 14/03/2024 que l'attribution provisoire du projet est comme suit :

Projet	Entreprise retenue	Montant en TTC	Délais	Note techn	Paramètre du choix
ENTRETIEN DES PISTES DU DOUAR OULED ABDELHADI SUR 1250MI	FRERES BELMOKADEM SNC NIF: 000648016272509	20.030.318.00DA	90 jours	71.77/91	moins disante

En application des dispositions des l'articles 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégation de service public ; Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire son recours devant la commission des marchés de la commune dans les (10) jours à compter du premier jours de la publication de cet avis d'attribution dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financières, à se rapprocher à la commune d'EL GUETTAR au plus tard (03) jours à compter du premier jours de la publication de cet avis d'attribution.

Fait à EL GUETTAR LE:25/06/2024

Le P/APC

ANEP N° 2431008738 Le Quotidien d'Oran 04/07/2024

APARTEMENTS

■ Location, chambres individuelles, dans un appartement de 3 pièces et un salon, équipé, pour femme sérieuse, au 3^{ème} étage à USTO, Bator (Oran) Téléphone : 0790.47.31.36 ou 0770.48.87.92

■ Vends joli appartement F3 acté, 1^{er} étage, cité 150 logements Lobet, superficie 78,57m², avec débarras 20 m², libre de suite Mobile : 0771.18.76.24

■ Vds bel appart F5, luxe, gd stand, 145 m², 2^e étage, résidence de 7 étages, 2 par palier + ascenseur à Fermandville, endroit stratégique, pas loin d'El Razzi scanner – Oran – 0775.10.76.28

■ Vd des F4, 115 m², résidence promotionnelle neuve de 9 étages, ascenseur, cuis équipée, ch /parental, clima, ss vis-à-vis, 2 faç, acte + L/F, à Seddikia, Courbet Oran – Tél : 0542.68.15.04

■ A vendre F2, 3^e étage à Cap-Falcon, acté, livret foncier, à 100 m de la plage – 0666.19.98.50

■ A louer à l'entrée de Benfréha (Fleurus) Erha 1 aprt 3P, cuisine, sdb, wc + garage – 0771.22.74.75

■ A vendre appartement F3, 60 m², à Maraval, cité Radieuse, au 7^e étage, acté et livret foncier, cité fermée avec jardin et parking et gardiennage. Libre de suite – Tél : 0558.27.38.17

■ Location appartement F2, grand hall, convenable pour activités libérales, au 1^{er} étage, à Plateau Bd Benzerdjeb. Oran – 0559.50.78.54

EMPLOIS

■ Société privée à Oran cherche femme de ménage. Contacter 0671.20.92.93

■ Cherche des jeunes femmes entre 23 et 33 ans, comme employées dans un commerce – Tél : 0796.27.09.85

VILLAS

■ Vds villa 700 m², R+1, actée + L/F, 2 faç. Rdc : sal, 2 ch, cuis, jardin (arbres fruitiers, sdb/ 1^{er} : sal, 3 ch, cuis, wc, sdb, à Hai Hachemi Ghazali, cité 50 villas (cité militaire Morchid) Tél : 0554.09.79.30

■ Vends villa 204 m² à Protin, Oran, 02 façades, 02 entrées + garage électrique. R+1+ terrasse. 1^{er} étage 5 ch + sanit + petite cour, Rdc : cuis, open space +02 salles à manger + 1 salon avec cheminée en briques + kitchenette (cuisine à l'extérieur) 0661.20.66.38

PENSÉE

Une pensée pour ma cousine

MOKRANI Samira

Allah Yarhamha.

Je garde en mémoire ton image, tu es la fleur la plus éclatante ma Samira ; tu ne seras jamais oubliée et nous garderons à jamais ton sourire gravé en nous.

Que ton âme repose en paix.

Ta cousine

BENANTAR Yamina

PENSÉE

Mahmoud BOUSSELHAM

ancien journaliste RTA, Oran puis

Alger et toute la famille

BOUSSELHAM, hormis les

enfants de feu Kader, ancien

conseiller diplomatique de

Bouteflika, ainsi que les familles

CHABOUROU, KRISSET, MESLI,

GHOMARI, BRAHIMI, font part de

leur grande tristesse en la

disparition précoce de leur cher

frère et cousin **BOUSSELHAM**

Mohamed, ancien cadre et

syndicaliste de la RTA d'Oran,

pendant près de 40 ans. Qu'Allah

l'accueille avec Sa Miséricorde et

Sa Bénédiction.

Son cousin **Mahmoud**

■ Je mets en vente ma maison de maître de 140 m², en plein centre-ville, située à Miramar. Curieux et intermédiaire s'abstenir – 0773.30.74.91

LOCAUX

■ Je mets en vente un dépôt de 218 m², avec 2 rideaux, à la Lofa Prix 1 milliard 800 millions – Tél : 0781.97.00.50

TERRAINS

■ Vends terrain 3ha 27ares 30ca, à 2 km de Ghazaouet, route Nedroma, en bordure voie ferrée, au lieu-dit Krakar intermédiaire s'abstenir. Tél : 0661.27.61.88- 0771.21.32.91

DIVERS

■ Vds détail : meuble de Malaisie : S. à manger, 6 chaises, argentier + bahut 14 U/ Salon 6 pl, table basse, meuble télév 14 U / – Ch/ coucher (1 gd lit, 2 t de nuit + coiffeuse+ armoire) 10 U– Ch/à c (1 gd lit + t de nuit + coiff.) 5 U – Tél : 0559.91.26.27

PENSÉE

Le 04.07.2004/ 2024

A mon ange

MOKRANI Samira. Vingt ans depuis que tu nous as quittés.

Ce fut l'épreuve la plus

terrible de ma vie.

El Hamdoulillah ! Allah

yarahmek Hanouni.

Ta maman **Nadia**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE

DIRECTION DE LA SANTE DE TIARET

E.I.S EN GYNECO-OBSTETRIQUE PEDIATRIE ET CHIRURGIE INFANTILE

* ZOHIRA AOURAI*DE TIARET

NIF : 40801600001404100011

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire

Conformément aux dispositions de la loi n°23-12 du 18 Muharram 1445 correspondant au 5 août 2023, qui détermine les règles générales liées aux marchés publics, l'EHS en gynéco obstétrique pédiatrie et chirurgie infantile de Tiaret informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert n°03/2024 relative à l'approvisionnement de l'établissement en denrées alimentaires pour l'année 2024, que les procédures d'évaluation et d'analyse faite conformément aux critères prévus dans le cahier des charges ont donné les résultats suivants :

Entreprise fournisseur	Désignation du lot	Note technique	NIF	Montant en TTC(en DA)		Observation
				MIN	MAX	
KERBICHE M'HAMED	LOT 01 : Alimentation Générales	32	172143200022137	3 869 800,00	4 624 100,00	Moins disant
ALI PACHA ABDELKADER	LOT 02 : Produit Laiteries	36	17414220008417201402	3 272 500,00	4 012 085,00	Moins disant
ZOUBIDA MOHAMMED	LOT03 : Viandes Rouges Fraîche	32	178142100042177	5 060 000,00	6 380 000,00	Moins disant
KERBICHE M'HAMED	LOT04 : Viandes Blanches Fraîche, Poissons Frais et Œufs	32	172143200022137	6 870 000,00	7 856 000,00	Moins disant
ZOUBIDA MOHAMMED	LOT05 : Légume et Fruits	27	178142100042177	5 448 500,00	6 823 700,00	Moins disant
BEKEL YASSINE	LOT06 : Eux Minérales	29	1873801015167	4 034 100,00	4 462 500,00	Moins disant
MESLEM IBRAHIM	LOT07 : Pain Améliore Et Gâteaux	32	18014010206614500000	3 776 550,00	4 343 500,00	Moins disant

Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours auprès de la commission des marchés publics de la santé dans un délai de dix (10) jours à compter de la première date d'affichage, conformément à l'article 56 de la loi n°23-12 du 18 Muharram 1445 correspondant au 5 août 2023, qui détermine les règles générales liées aux marchés publics.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2431008838

Le Quotidien d'Oran 04/07/2024



مجمع فنادق، سياحة وخدمات معنوية
HÔTELLERIE, TOURISME & THERMALISME
مؤسسة التسيير السياحي في تلمسان
ENTREPRISE DE GESTION TOURISTIQUE DE TLEMCEEN

E.G.T.T

EPE - SPA...au Capital Social de 308.000.000.DA

فندق الزيانيد
HOTEL LES ZIANIDES

Avis de consultation national n°001/2024

L'Hôtel les Zianides de Tlemcen lance un avis de consultation national et ce conformément au manuel de procédures des marchés et achats de l'EGTT relative à la fourniture en sept lots :

- Lot N° 01 : Viandes rouges
- Lot N° 02 : Viandes blanches et œufs
- Lot N° 03 : Fruits & légumes
- Lot N° 04 : Alimentation générale
- Lot N° 05 : Quincaillerie générale & Fournitures électriques
- Lot N° 06 : Droguerie
- Lot N° 07 : Boissons gazeuses

-Les soumissionnaires intéressés par cet avis de consultation sont appelés à retirer le cahier des charges à l'adresse ci-dessous auprès du bureau des marchés de l'établissement.

-Les offres doivent être adressées à la direction de l'hôtel les Zianides sis à Boulevard Khedim Ali Tlemcen, sous trois plis cachetés portant trois enveloppes séparées (offre technique & offre financière & dossier administrative) l'enveloppe extérieure devra être strictement anonyme et ne porte que les mentions suivantes.

-soumission-à ne pas ouvrir-

Avis de consultation national N°001/2024 lot N°...

-La durée accordée pour la préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale et l'APC.

-Le dernier jour du dépôt des plis est le dernier jour du délai accordé pour la préparation des offres soit de 8:30 à 14h.

-L'ouverture des plis aura lieu le dernier jour accordé à la préparation à 15h.

-Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de vingt (20) jours à compter de la date de dépôt des offres.

Hôtel les Zianides - Rue Ali Khedim - TLEMCEEN - 13000- ALGERIE

Tel : +213 043 27 71 02 / 043 27 17 21 Fax : +213 043 27 71 31

www.egt-dz.com / Email : zianides@egt-dz.com

ANEP N° 2431100610

Le Quotidien d'Oran 04/07/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE D'EDUCATION NATIONALE

COMMISSION DES ŒUVRES SOCIALES

DES TRAVAILLEURS DE L'EDUCATION DE LA WILAYA DE TLEMCEEN

ADRESSE : RUE Dar el HADITH BP 859 TLEMCEEN.

ANNONCE D'APPEL D'OFFRES

(Demande d'offres ouverte avec exigence de capacités minimales) n° 01/2024 concernant des services de voyage pour Omra durant les vacances d'hiver pour l'année scolaire 2024/2025 au profit des travailleurs de l'éducation de la wilaya de Tlemcen.

Les agences de voyage désirant participer à cet appel d'offres sont invitées à retirer le cahier des charges contre paiement de 3000.00 DA au compte bancaire de la Commission des œuvres sociales de Tlemcen.

Les offres déposées doivent contenir un dossier de candidature ainsi que l'offre technique et financière et mis dans des enveloppes distinctes et bien scellées portant les mentions suivantes :

- Désignation d'entreprise
- Référence de la demande d'offres et son objet
- Offre technique et / ou financière.
- Dossier de candidature

Toutes ces enveloppes doivent – être à leurs tours mettre dans une enveloppe bien scellée portant les mentions :

- Ne peut-être ouvert que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres.
- Demande d'offres ouverte avec exigence de capacités minimales) n° 01/2024.
- Offre pour Omra au profit des travailleurs de l'éducation de la wilaya de TLEMCEEN

Et déposée au Secrétariat du Président de la commission des œuvres sociales de Tlemcen

Les agences qui se sont engagées doivent soumettre leurs offres dans un délai de dix (10) jours, à partir de la première date de publication dans la presse nationale, et avant midi (12h⁰⁰), le jour de l'ouverture des plis qui débutera à quatorze heures (14h⁰⁰)

Les entrepreneurs sont tenus à leurs offres pendant 100 jours à compter de la première publication dans la presse nationale.

TLEMCEEN LE 02/07/2024

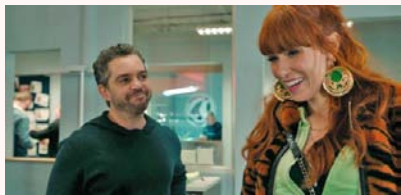
Président de la commission

ANEP N° 2431100613

Le Quotidien d'Oran 04/07/2024

TF1

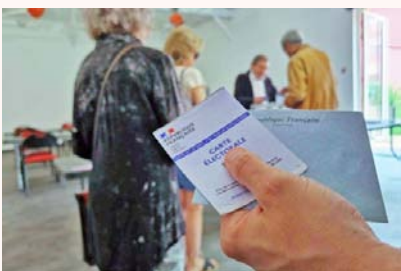
20.10 HPI



Série policière - France - 2022
Saison 2 - Episode 3/8
- Made in France
Avec Bérangère McNeese, Audrey Fleurot, Bruno Sanches
Suivie par le Major Lenormand, Morgane doit effectuer un stage sur les bases du métier de policier pour être réintégrée. Alors qu'elle découvre Police Secours, elle répond à une femme signalant un homicide. L'appel a été passé depuis le téléphone portable de Nicole Guerroni, mais cette dernière dit l'avoir perdu.

2

19.40 L'événement



Présenté par Caroline Roux
En réponse au score inédit du Rassemblement national à l'issue du scrutin des élections européennes du 9 juin dernier, le président de la République Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale et d'appeler des élections législatives anticipées le 30 juin et le 7 juillet. À quatre jours du second tour, Caroline Roux propose un grand débat, en direct, entre les principaux candidats.

3

20.12 Tandem



Série policière - France - 2022
Saison 6 - Episode 9/12 : 3248 km
Avec Astrid Veillon, Baya Rebaz, Stéphane Blancafort, Pierrick Tournier
A la crèche, Léonore est enlevée pendant la sieste, déclenchant une véritable course contre la montre pour Léa et Paul. Le contexte familial du bébé, marqué par une dispute entre ses parents pour sa garde, pourrait éventuellement avoir contribué au rapt. Le père souhaite ramener sa fille dans son pays.

CANAL+
GRAND ÉCRAN

20.04 Godzilla



Film de science-fiction - Etats-Unis - Japon - 2014
Avec Aaron Taylor-Johnson, Ken Watanabe, Elizabeth Olsen
En 1999, à Janjira, au Japon, Joe Brody, physicien nucléaire américain, assiste impuissant à la mort de sa femme, Sandra, au cours d'un accident dans la centrale où ils travaillent. Quinze ans plus tard, Ford, le fils de Joe et Sandra, désormais militaire, retrouve sa famille aux Etats-Unis.

JEUDI

6

20.10 Cauchemar en cuisine



A Sallèles-d'Aude, en Occitanie, cela fait six ans que Joanne a repris les rênes d'une charmante guinguette située au bord du Canal du midi. Mais depuis, la jeune maman, qui jongle entre sa vie de famille et sa nouvelle activité, a du mal tout gérer. Son nouveau compagnon, Laurent, a donc contacté Philippe Etchebest. Le chef va, comme à son habitude, identifier les points noirs de l'établissement de Joanne et mettre à profit son expérience afin de l'aider à surmonter ses difficultés.

RTL9

19.55 Wander



Téléfilm de suspense - Etats-Unis - Canada - 2020
Avec Aaron Eckhart, Raymond Cruz, Tommy Lee Jones, Kathryn Winnick
Arthur Bretnik, un détective privé paranoïaque au passé sombre est engagé pour enquêter sur une mort suspecte dans la ville de Wander. Il se retrouve empêtré dans un réseau de mensonges et de tromperies et il est rapidement convaincu que cette affaire est liée à celle qui a causé la mort de sa fille.

CANAL+

20.07 Boat Story



Série de suspense - Grande-Bretagne - 2023
Saison 1 - Episode 1/6
Avec Daisy Haggard, Tchény Karyo, Paterson Joseph, Joanna Scanlan
En se baladant sur la plage déserte d'Applebury, ville industrielle côtière située dans le Yorkshire, Janet et un autre promeneur Samuel découvrent un bateau échoué sur le sable. A bord du chalutier se trouvent deux cadavres dont celui d'un policier et une cargaison importante de drogue.

CANAL+
BOX-OFFICE

20.00 Le dernier voyage du Demeter



Film d'horreur - Italie - Allemagne - Etats-Unis - Royaume-Uni - 2023
Avec Corey Hawkins, Javier Botet, Aisling Franciosi, Liam Cunningham
Un navire marchand, le Demeter, est affrété pour transporter une cargaison privée, composée de 50 caisses en bois, des Carpates à Londres. Accablé par d'étranges événements, l'équipage du Demeter tente de repousser une présence impitoyable qui les assaille chaque nuit.

TF1

16.50 Espagne / Allemagne
Quart de finale



2

20.10 Les petits meurtres d'Agatha Christie



Série policière - France - Suisse - 2022
Saison 3 - Episode 6/10
Avec Emilie Gavois-Kahn, Arthur Dupont, Chloé Chaudoye
Mireille Paradis est retrouvée assassinée dans son appartement. Le meurtre a été commis à l'aide d'une paire de ciseaux. Deux semaines plus tôt, Nicole Marin, a également été tuée chez elle, avec le même mode opératoire.

3

20.12 Paris en chansons



Paris est sans conteste la ville la plus chantée au monde, avec des mélodies ancrées dans le paysage culturel comme "Sous le ciel de Paris" et "Les Champs-Élysées". Ses monuments, quartiers légendaires et art de vivre ont inspiré les plus grands artistes. Quelques semaines avant les Jeux Olympiques, Mireille Dumas nous emmène dans un voyage musical à travers la capitale, rythmée par des chansons d'Édith Piaf, Charles Aznavour, Yves Montand et bien d'autres.

CINE +
PREMIER

19.50 Matrix



Film de science-fiction - Australie - Etats-Unis - 1999
Avec Keanu Reeves, Hugo Weaving, Laurence Fishburne, Joe Pantoliano
Programmeur anonyme dans un service administratif le jour, Thomas Anderson devient Neo la nuit venue. Sous ce pseudonyme, il est l'un des pirates les plus recherchés du cyber-espace. À cheval entre deux mondes, Neo est assailli par d'étranges songes et des messages cryptés provenant d'un certain Morpheus.

VENDREDI

6

19.50 France / Portugal
Quart de finale



RTL9

19.55 Programmé pour tuer



Film de science-fiction - Etats-Unis - 1995
Avec Denzel Washington, Russell Crowe, Kelly Lynch
Un programme d'entraînement permet aux policiers de s'opposer à un criminel virtuel baptisé SID 6.7. Mais son sadisme est tel que la directrice du projet décide d'y mettre un terme. Lindenmeyer, créateur du SID 6.7, le matérialise alors dans le monde réel où il sème très vite la terreur. Parker Barnes, un policier emprisonné à la suite d'une bavure et qui a déjà lutté contre SID, est alors chargé de l'arrêter.

CANAL+

20.07 Migration



Film d'animation - Etats-Unis - 2023
Avec Kumail Nanjiani, Carol Kane, Elizabeth Banks, Danny DeVito
Mack, très timoré, et son épouse Pam, bien plus aventureuse, sont des canards colvert, qui vivent avec leurs petits, Dax et Gwen, dans une mare en pleine forêt de Nouvelle-Angleterre. Un jour, la famille accueille quelques sarcelles à ailes bleues, qui font une halte dans leur étang avant de reprendre leur migration vers le Sud, et plus précisément vers la Jamaïque.

CANAL+
BOX-OFFICE

20.00 The Marvels



Film fantastique - Etats-Unis - 2023
Avec Brie Larson, Teyonah Parris, Iman Vellani, Zawe Ashton
Captain Marvel a récupéré son identité auprès de Kree et s'est vengée du renseignement suprême. Cependant, lorsque ses fonctions l'envoient dans un vortex anormal, ses pouvoirs se mêlent à ceux de deux autres super-héros pour former les Marvels.

France : décès de l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas

Roland Dumas, l'ancien ministre des Affaires étrangères du président socialiste François Mitterrand et figure du barreau de Paris, est mort mercredi à l'âge de 101 ans, a-t-on appris auprès de son entourage.

M. Dumas avait également présidé le Conseil constitutionnel entre 1995 et 2000. Fidèle de François Mitterrand, sa personnalité de négociateur roué, d'esthète et de séducteur l'avait fait traverser la deuxième partie du XXe siècle autant dans les prétoires que sous les ors de la République. Une carrière exceptionnelle toutefois ternie par le scandale Elf - il était soupçonné d'avoir favorisé l'embauche d'une de ses maîtresses dans des sociétés du groupe pétrolier pour des salaires de complaisance - qui le contraignit à démissionner de la présidence du Conseil constitutionnel. "Il a marqué de son empreinte l'histoire de la Ve République", a salué le garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti, alors que Jacques Attali, ancien conseiller spécial de François Mitterrand à l'Elysée, a rappelé qu'"après avoir vu son père être fusillé par les nazis, (Roland Dumas) fut un grand acteur de la relation franco-allemande". "C'était un personnage de roman. En tant qu'avocat, il était le talent et l'humilité : quand vous le rencontraient, vous appreniez quelque chose", a pour sa part commenté auprès de l'AFP l'avocat Marcel Ceccaldi, compagnon de prétoire de M. Dumas, notamment dans la défense de l'ancien dirigeant ivoirien Laurent Gbagbo.

L'interprète de musique andalouse Nouredine Saoudi tué dans un accident de la route



Le célèbre interprète de musique andalouse Nouredine Saoudi est décédé mercredi dans un accident de la route à Tipasa, a-t-on appris auprès de son entourage. Originaire d'Alger, le défunt artiste a étudié la musique andalouse en 1978 à l'Institut de Musique d'Alger. Il était un des membres fondateurs d'associations musicales andalouses telles que l'Association "El Fakhardjia" (1981) et l'Association "Es Soudoussia" (1986). Il a enregistré plusieurs noubas en 2016 et a été choisi comme premier directeur de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih.

Le défunt était également un chercheur en préhistoire et en géologie. Il a occupé le poste de directeur du Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH) de 1994 à 2001, avant de se consacrer à la recherche scientifique.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Tunisie : l'élection présidentielle se tiendra le 6 octobre



Une élection présidentielle sera organisée en Tunisie le 6 octobre, a annoncé mardi le chef de l'Etat Kais Saïed, au pouvoir depuis 2019 et dont le mandat de cinq ans expire à l'automne.

Spécialiste de la Constitu-

tion, élu démocratiquement en octobre 2019, M. Saïed a des pouvoirs depuis juillet 2021 lorsqu'il avait, après plusieurs mois de blocage politique, limogé le Premier ministre et gelé le Parlement avant de le dissoudre. Il a fait adopter une

nouvelle Constitution par référendum à l'été 2022 instituant un nouveau système de deux chambres aux pouvoirs très limités : l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) et un Conseil national des régions et des districts.

Mauritanie : trois morts à la suite d'émeutes



Trois personnes sont mortes dans le sud de la Mauritanie après avoir été arrêtées à la suite d'émeutes, a indiqué mardi le gouvernement dans un contexte de contestation après la victoire annoncée du président sortant Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani à la présidentielle.

La ville de Kaédi, dans la

vallée du fleuve Sénégal, a été agitée dans la nuit de lundi à mardi par des actes de pillage et de vandalisme qui ont conduit les forces de sécurité à affronter les «émeutiers» et interpellé un certain nombre d'entre eux, a dit le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Deux des «émeutiers» sont décédés en détention, le troi-

sième plus tard à l'hôpital, a-t-il dit.

Le ministère n'a fourni aucune autre précision sur les circonstances de ces décès. Il s'est contenté d'indiquer que les «émeutiers» avaient été placés en détention en fonction des circonstances du moment, à une heure tardive et avec un nombre élevé de manifestants.

Inde : au moins 116 morts dans une bousculade lors d'un rassemblement religieux



Au moins 116 personnes sont mortes mardi dans une bousculade lors d'un rassemblement religieux hindou dans le nord de l'Inde. De nombreuses personnes ont été écrasées ou piétinées, certaines sont tombées dans un égout au bord de la route en plein chaos. Selon Umesh Kumar Tripathi, médecin-chef de l'Etat, la plupart des personnes décédées étaient des femmes.

Il semble que l'affluence ait été «supérieure à celle pour laquelle une autorisation avait été requise», a affirmé l'officier de police Shalabh Mathur.

Une femme retrouvée morte dans l'estomac d'un python en Indonésie

Une femme a été retrouvée morte dans le ventre d'un python qui l'avait entièrement avalée, a indiqué mercredi la police de la province indonésienne de Sulawesi du Sud (centre). Cette femme âgée de 36 ans avait disparu après avoir quitté sa maison mardi matin pour acheter des médicaments pour son enfant malade, a indiqué la police. Ses proches, inquiets, étaient alors partis à sa recherche. Son mari a découvert ses chaussures et son pantalon au sol à environ 500 mètres de leur maison dans le village de Siteba.

«Peu après, il a repéré un serpent, à une dizaine de mètres du chemin. Le serpent était toujours vivant», a déclaré à l'AFP le chef de la police locale, Idul, qui, comme beaucoup d'Indonésiens, porte un seul nom. Le mari est devenu suspicieux après avoir remarqué le «très gros» ventre du python, a ajouté Iyang, un responsable du village. Il a alors appelé les villageois pour l'aider à ouvrir l'estomac du serpent où le corps de son épouse est apparu.

EDITORIAL

Par El-Houari Dilmî

L'AIDE POUR CEUX QUI LA MÉRITENT

Le coup d'envoi de la distribution de près d'un quart de million de logements toutes formules confondues à travers tout le pays à l'occasion du double anniversaire de l'indépendance et de la jeunesse a été donné hier mercredi. En allouant près du quart de son produit intérieur brut (PIB), soit l'équivalent de 5.000 milliards DA aux transferts sociaux directs et implicites, l'Algérie s'emploie à consacrer le caractère social de l'Etat qu'elle considère comme un « principe immuable ». Ces mesures portent sur la subvention des produits dits de large consommation, sans pour autant introduire de nouveaux impôts.

Ces dernières années, une moyenne de

3.000 milliards de DA est consacrée à la subvention des prix de produits énergétiques, plus de 400 milliards de DA à la subvention des prix des produits alimentaires et plus de 60 milliards de DA à la subvention des prix de l'eau. Pour renforcer davantage la justice sociale, l'Etat a décidé de procéder à l'évaluation des dispositifs de subvention des prix des produits de base, en vue de réformer le système de subventions généralisées en le remplaçant par des subventions ciblées avec l'association de toutes les parties

prenantes dans l'élaboration de cette nouvelle approche.

Et même si certains appellent à une plus grande rationalisation de la dépense dans le chapitre social, la part des transferts sociaux demeure très importante, ce qui consolide la détermination de l'Etat à préserver son caractère social.

Mais le système des transferts sociaux est mal équilibré malgré ses aspects positifs. Ce qui nécessite une accélération de la numérisation et la mise en place rapide du fichier national des personnes nécessiteuses. Même si l'achèvement de ce fichier n'est pas facile, il doit absolument être matérialisé.